

A la recherche
du citoyen perdu

A la recherche du citoyen perdu

Une combat politique contre
la pauvreté et pour la dignité
des relations Nord-Sud

Dix ans de campagnes
de l'association SURVIE

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans sept domaines : environnement et avenir de la planète, rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre État et Société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

Survie est une association de citoyens qui intervient depuis 1983 auprès des responsables politiques français pour renforcer et rendre plus efficace la lutte contre l'extrême misère dans le monde.

Survie milite pour une rénovation du dispositif de coopération, un assainissement des relations franco-africaines et une opposition ferme à la banalisation des crimes contre l'humanité.

Survie

57, avenue du Maine 75014 Paris

Tél. : 01 43 27 03 25 — Fax : 01 43 20 55 58

© La librairie FPH 1996

Série DOSSIERS POUR UN DÉBAT, n° 68

Diffusion : La librairie FPH, 38 rue Saint-Sabin, 75011 PARIS

Maquette de couverture : Vincent Collin.

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
I. SURVIE, UN MOUVEMENT SAISI PAR L'EXIGENCE POLITIQUE	9
1. Une conviction spécifique qui pousse à l'interpellation civique.....	9
2. Une nécessaire évolution stratégique	13
3. L'enjeu de la communication	17
4. Survie et le mouvement de solidarité internationale	19
5. Du manifeste-appel des prix Nobel au nouveau projet de charte	22
2. QUELS RESSORTS EN FRANCE POUR UN MOUVEMENT CIVIQUE ?	27
1. La « société civile » face à l'État	27
2. A la recherche des valeurs et des sources d'un civisme français	29
3. FONCTIONNEMENT ET DYSFONCTIONNEMENTS DE LA DÉMOCRATIE EN FRANCE	35
1. L'anémie du Parlement	35
2. La crise du quatrième pouvoir	36
4. LE DÉCALAGE ENTRE L'IMPORTANCE DE L'ENJEU NORD-SUD ET SA RELÉGATION DANS L'AGENDA POLITIQUE	41
5. LA DÉCOLONISATION RESTE LARGEMENT À OPÉRER	43
1. Les séquelles politiques et psychologiques de la colonisation	43
2. Que peut faire Survie ?	45
PROJET DE CHARTE POUR SURVIE	47

INTRODUCTION

En 1981, cent vingt-six Prix Nobel lancent un manifeste-appel contre l'extermination par la faim : la faim n'est pas, selon eux, une fatalité, c'est un problème politique et les réponses charitables sont insuffisantes. Cet appel se veut le point de départ d'une campagne internationale de citoyens interpellant leurs institutions pour que les choses changent au niveau auquel elles doivent être changées :

«... Il faut que tous et chacun donnent valeur de loi au devoir de sauver les vivants, et de ne pas exterminer, que ce soit même par inertie, par omission ou par indifférence. »

Suite à cet appel, des collectifs civiques se sont constitués dans plusieurs pays d'Europe : Belgique, Italie, Espagne... En France, l'association Survie a été créée en 1984. Elle choisit d'abord d'interpeller les élus locaux : plus de huit mille d'entre eux demandent le vote d'une loi « pour la survie et le développement ». Cette démarche n'aboutissant pas, Survie décide à partir de 1986 de s'adresser aux députés et de renforcer le contenu de ses propositions, en conviant à cet effet un groupe d'experts représentatifs de réseaux très divers. En 1987, trois cent douze députés et cent trois sénateurs ont signé l'engagement à voter une loi « pour la survie et le développement ». En 1989, cinq députés issus des cinq groupes de l'Assemblée nationale (PC, PS, RPR, UDC et UDF) rédigent une proposition de loi commune correspondant aux demandes de Survie : un millième du PIB français (sept milliards de francs par an) affecté au premier développement des régions ou populations particulièrement vulnérables à la malnutrition, à la maladie et aux dégradations écologiques, selon un mécanisme institutionnel et contractuel nouveau qui permette la participation prépondérante des sociétés civiles. Et quatre des cinq groupes (PC, RPR, UDF, UDF) déposent une telle proposition de loi. Survie continue son travail de conviction et, en 1992, ce texte est souscrit par une majorité absolue de députés. En 1993, ils sont 72 %. Le monde du football se mobilise également : le 20 novembre 1993, plus de cinq cents joueurs participent à l'opération « Un but : le développement », demandant que cette proposition de loi soit inscrite à l'ordre du jour.

Mais rien n'y fait. Survie doit se rendre à l'évidence : l'aide publique au développement est, en France, la chasse gardée de « deux citadelles aveugles » : la cellule franco-africaine de l'Élysée et le ministère de l'Économie. Peu à peu, Survie découvre l'étendue de la corruption qui gangrène le système français de coopération : non seulement l'aide est gaspillée mais elle conforte les dictatures claniques, contribue au pillage des ressources de l'Afrique et à l'aggravation d'une dette infondée. Elle contribue enfin au financement des partis politiques français. Ce sont ces dévoiements que Survie a décidé de dénoncer dans une lettre mensuelle, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, publiée depuis l'automne 1993. Face aux difficultés rencontrées pour faire avancer la proposition de loi, Survie s'est attelée à un second objectif : la réforme de la politique africaine de la France. Elle s'est associée à une dizaine d'autres organisations, dont Agir ici, pour créer une « coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France ». Enfin, devant une certaine défaillance de la communauté internationale à condamner le génocide perpétré au Rwanda, Survie s'est également assigné comme objectif de lutter contre la banalisation du génocide, ce qui passe notamment par une exigence de justice et une attention toute particulière aux pratiques de désinformation.

Survie est aujourd'hui une fédération d'associations départementales et de groupes locaux rassemblant une centaine de militants, cinq cents cotisants et quelques milliers de sympathisants (mais aucun salarié) : un trésor de résistance et la preuve vivante de l'impact de l'interpellation non violente.

A la demande de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, Survie a entrepris une démarche de capitalisation. Ce travail de réflexion consiste à expliquer comment un tel mouvement s'est développé, à analyser ses succès et ses échecs, à confronter ses objectifs initiaux à ses champs d'action actuels.

Pour mener à bien cette démarche, Survie a organisé quatre tables rondes successives. Animées par Sharon Courtoux et François-Xavier Verschave, pour Survie, ces réunions ont rassemblé :

- des experts et des représentants d'ONG partenaires : Gus MASSIAH, Etienne LE ROY, Claudine VIDAL, Jean-Marie FARDEAU (Agir ici), Marilyn NOTARI (Médecins du monde) ;
- des militants de Survie : Michel BRUNEAU, Odile KRIEG, Colette MEYER, Maxime QUINT, Nicolas SERSIRON, Marie-Ange VANNIER ;
- un journaliste : Roland-Pierre PARINGAUX ;
- des représentants de pays d'Afrique : Huda ABDALRAOUF (Soudan), Patrice DADZIE (Togo), David MPANVU (Burundi), Ima MUKAKIMANUKA (Rwanda), Jacques MUTOMBO-CARTIER (Zaïre).

1. SURVIE, UN MOUVEMENT SAISI PAR L'EXIGENCE POLITIQUE

UNE CONVICTION SPÉCIFIQUE QUI POUSSE À L'INTERPELLATION CIVIQUE

Comment faire en sorte que l'action contre l'extrême misère dans le monde soit effective, et non pas purement un jeu hypocrite? Comment faire en sorte que, en matière de politique africaine, l'action de la France ne soit pas trop indigne? C'est le cœur de l'interpellation de Survie.

Survie est née avec cette certitude, chevillée au corps, que les citoyens doivent intervenir, qu'ils sont co-responsables de la politique de leur État. C'est un postulat qui se conçoit assez bien dans les sociétés anglo-saxonnes, mais qui se heurte à beaucoup de difficultés dans un pays latin comme la France. Dans les années 1983-1988, lorsque Survie rencontrait encore beaucoup d'incompréhension chez la plupart des ONG, le secrétaire général du CRID¹ avait expliqué aux représentants de Survie que cette incompréhension était d'ordre culturel.

Un mouvement d'opinion confronté aux règles du jeu françaises

Survie, au départ, était plus un mouvement d'opinion qu'un mouvement d'idées — elle continue d'ailleurs de mobiliser trois cents ou quatre cents personnes, ses cotisants et ses militants à travers la France, qui ont participé à toute une série d'actions, interpellé les députés, etc. Survie s'est trouvée devant une contradiction entre son concept — celui d'une mobilisation de citoyens la plus large possible —, et le fait que le type de société civile qui pourrait prendre en compte le genre de réactions qu'elle revendique (sur la mauvaise utilisation de l'aide publique au développement ou les scandales de la politique franco-africaine, par exemple) n'existe pas vraiment en France : on se heurte à des traditions de clientélisme et à diverses spécificités de la société française. Survie a permis ainsi de poser certaines questions que l'on n'aurait pas pu faire émerger en restant fidèle aux formes classiques de construction du système de décision politique à la française. Mais, en même temps, souligne Etienne Le

1. CRID : Comité de recherche et d'information pour le développement (l'un des deux principaux collectifs d'ONG).

Roy, on n'a pas suffisamment réfléchi à ce que signifie « communauté de citoyens », dans un contexte français.

Survie a vécu en permanence dans cette contradiction. A un certain moment, elle s'est peut-être davantage coulée dans les modes de fonctionnement de la société française, et elle a été perçue comme plus efficace, ou plus sérieuse, mais c'est peut-être justement parce qu'elle s'éloignait, au moins temporairement, tactiquement, de son intuition fondamentale.

Survie intervient dans le champ politique. Avec Agir ici, sur un autre mode, elle est pratiquement la seule association à le faire. Elle fait de la politique sans être liée à un parti politique ou à un courant de pensée : c'est une spécificité très nette. D'ailleurs, les gens avec lesquels elle travaille le mieux sont ceux qui ont une pensée politique. Survie fait de la politique : est-ce qu'elle le fait bien, et est-ce que, en dix ans, cela a servi à quelque chose ? Est-ce qu'en changeant ses méthodes, cela servirait encore mieux ? Posons ces questions autrement : son intuition initiale, en décalage avec la « culture ONG », conserve-t-elle un intérêt ? Ses intuitions étranges ou « étrangères » ont-elles contribué à déplacer les choses, à cause de leur pertinence, ou de leur impertinence ? Le font-elles encore, ou bien la charge d'impertinence est-elle épuisée ?

Est-il pertinent, en France, de présupposer qu'une communauté de citoyens peut revendiquer une responsabilité sur de tels sujets ? Mais on peut encore rebondir sur une autre question : Survie, partant d'une approche ou d'un postulat qui n'étaient peut-être pas pertinents, a développé tout un bricolage ou une culture de l'interpellation civique, a bouleversé les habitudes et fait bouger les choses. Est-ce que cette pratique, y compris dans sa « bâtardise », révèle ou non des pistes intéressantes ?

Revendiquer un « minimum syndical » d'humanité

Les animateurs de Survie ont mobilisé autour d'eux des gens fondamentalement indignés, prêts à s'engager dans l'action militante et citoyenne bien davantage qu'en beaucoup d'autres associations. Dans la plupart de celles-là, parler de citoyenneté et de prise de position politique suscite beaucoup de méfiance. Alors que, pour Survie, ce préalable est déjà évacué.

Face à l'importance des actions ponctuelles, et de la lisibilité absolument requise dans une culture de médias, qui permettent d'être en prise avec une certaine opinion publique, Survie a choisi des axes différents : un travail sur le très long terme et un travail sur l'institutionnel. Peut-être Survie a-t-elle utilisé les moyens des autres associations pour concrétiser quelque chose qui était d'une autre logique ou d'un autre sens ? En tout cas, l'évolution de Survie apparaît liée à la prise de conscience progressive d'une spécificité — sans peut-être qu'aient été trouvés les outils adaptés.

Cette spécificité de Survie la rend très originale dans le panorama des associations, peut-être même plus qu'on ne le croit.

Pour Survie, la distinction entre les principes et les valeurs est fondamentale. Il est vrai que, depuis dix ans, les militants ont eu l'impression d'œuvrer dans une sorte de désert, où les principes n'étaient pas incarnés en valeurs : ils rappelaient certains principes, parfois même de manière un peu caricaturale, tandis que les valeurs qui auraient dû répondre à l'évocation de ces principes semblaient désertées.

La charte de Survie précise que l'engagement vis-à-vis des problèmes de la faim ou de l'extrême injustice à l'échelle de la planète doit trouver des traductions ou des expressions politiques. Ce qui constitue la campagne Survie, ce n'est pas telle ou telle traduction ou expression particulières, à un moment donné, c'est cette volonté de traduire et d'exprimer politiquement, dans l'action collective, l'exigence de ce que Sharon Courtoux, l'une des animatrices de Survie, appelle le « minimum syndical » d'humanité. Pour y parvenir, et c'est toute la difficulté, il faut y mettre à la fois de l'intelligence et de la volonté.

Il faut comprendre ce qui se passe, ce qui demande de développer tout un réseau d'expertise, de relations, d'information. C'est vrai qu'il est très difficile pour le citoyen de trouver le temps d'un engagement fort dans ce type de travail. Mais tout le monde sait qu'il ne suffit pas d'avoir la bonne expertise. Il faut aussi une volonté de la mettre en œuvre, et cette volonté ne peut être efficace que si elle est exprimée par un mouvement de citoyens. L'intelligence des problèmes de la coopération existe en beaucoup d'endroits — mais pas la volonté de changer la coopération.

Se battre pour des valeurs

Pour certains militants, la question de la spécificité de Survie se pose en termes différents. Ainsi Nicolas Sersiron éprouve « *un sentiment d'injustice flagrante à l'échelle planétaire, et voit peu de gens qui partagent ce sentiment. Comment faire pour que les choses changent, si les riches ne changent pas leur mentalité? Survie se bat-elle pour le développement des pays sous-développés, ou se bat-elle pour changer les mentalités des riches?* » Gin Samuel ajoute : « *Notre position est complètement étrange : nous défendons des valeurs fortes, des valeurs humaines, en nous adressant à des politiques! Nous venons avec nos valeurs humaines dans un système qui ne fonctionne plus du tout comme ça, où prédomine le pouvoir de l'argent, etc. On lit partout que la société est en perte de valeurs : c'est peut-être cela la grande difficulté de notre action. Nous défendons des valeurs qui n'ont pas cours actuellement, mais qui sont pourtant probablement le terrain, l'humus dans lequel peuvent naître des choses nouvelles.* »

François-Xavier Verschave rappelle que Survie se bat pour des valeurs, pas contre des mentalités. Refuser l'inhumanité de la faim, cela signifie qu'il y a une solidarité humaine de base à développer pour permettre aux gens de franchir l'étape de la survie. Ensuite, l'histoire qu'ils feront, le type de développement qu'ils choisiront, ce n'est pas le problème de Survie. Mais c'est le sien que de refuser les hécatombes — par l'action d'urgence ou le développement. Même l'urgence, si contestable soit-elle quand elle se prolonge, reste une exigence d'humanité quand des centaines de milliers de gens sont victimes d'un cataclysme, naturel ou politique. Survie n'a jamais suggéré de reproduire le développement des Occidentaux à travers la planète. Son combat initial contre la faim s'exprimait essentiellement sous l'angle économique (richesse, pauvreté, ressources...), mais elle décèle beaucoup mieux maintenant les dimensions culturelles et politiques du problème : après ce qui s'est passé au Rwanda ou en Somalie, il est clair que le désastre politique peut tuer davantage et plus vite que la faim. Autrement dit, ne pas nuire est largement aussi important qu'aider.

La démarche spécifique de Survie a été appréciée par un certain nombre d'Africains qui se sont rapprochés du mouvement. *Survie* lutte contre la mauvaise politique menée par les responsables français, et d'un certain point de vue, c'est cette politique qui provoque des drames en Afrique.

Les Africains rencontrent à Survie des gens qui travaillent par conviction et non pas pour aider. Ima Mukakimanuka précise : « *J'ai eu l'impression qu'ils luttent pour eux, pas pour moi, et c'est peut-être le point qui m'a le plus rapproché d'eux.* »

David Mpanvu a été agréablement surpris par l'originalité de Survie, qui consiste à comparer sans cesse la politique affichée par le gouvernement français avec celle qui est réellement menée — et à constater la différence. C'est l'originalité de cette action qui intéresse les gens : dans certaines régions d'Afrique, trop d'ONG sont là pour cautionner la politique menée au nom de la France, et non pour rechercher la vérité, informer leurs adhérents sur la situation et les problèmes réels. Alors, quand des associations commencent à prendre conscience qu'il faut modifier cette politique, on a envie de travailler avec elles.

Survie a d'abord eu pour stratégie d'obtenir un résultat politique dans un délai bref. Elle ne partait pas sur une volonté générale de changer les rapports nord-sud, mais incitait les citoyens à s'organiser pour obtenir des succès politiques au moins partiels sur ce chemin. Elle ne peut donc pas trop insister sur la lenteur, sur le siècle qu'il faudra pour obtenir des résultats : sinon cela rend impossible un engagement, qui suppose que l'on puisse marquer des étapes. Mais s'adresser, en province ou à Paris, à des décideurs, des journalistes ou d'autres citoyens en disant seulement : « on

veut changer les relations franco-africaines », peut susciter des réponses fatalistes (« Vaste programme ! »). On s'attaque à une porte sans identifier la (ou les) serrure(s). Il faut se souvenir que la proposition de loi n'était pas identique à l'objectif initial de Survie, mais que c'était une clé. Aujourd'hui, en l'absence de clé, les militants risquent de se trouver enfermés dans un désarroi tactique, alors que le mouvement Survie, c'est bien autre chose que de simples choix tactiques. Ils sont indispensables, mais ce n'est pas seulement tel ou tel de ces choix qui les a amenés à s'engager dans cette campagne.

UNE NÉCESSAIRE ÉVOLUTION STRATÉGIQUE

Les succès et les échecs rencontrés par Survie dans sa démarche d'interpellation civique l'ont conduite à une autre perception des enjeux ainsi qu'à une évolution de sa stratégie et de ses méthodes.

L'abandon du projet de loi

Survie avait focalisé sa volonté sur l'obtention d'un projet précis, la proposition de loi, et a dû changer de cheval de bataille. La charte de Survie demande d'exiger des pouvoirs publics qu'ils traduisent en décisions politiques le refus de l'extermination par la faim. Ce qui a paru l'expression la plus claire d'un engagement politique, c'est le vote d'une loi. Aussi, rappelle François-Xavier Verschave, « *on a construit avec les parlementaires une proposition pertinente — il a fallu plusieurs années, à partir de 1987 —, puis on a cherché à catalyser les volontés autour de cet objet. On sait aujourd'hui que, pour toutes sortes de raisons, cette proposition de loi ne viendra pas telle quelle à l'ordre du jour : le contexte franco-africain y est beaucoup trop hostile (bien plus que nous ne l'imaginions), il faut l'assainir ; et nous savons que, lorsqu'il sera amendé, la proposition de loi devra, sur plusieurs aspects, être repensée — car depuis 1987 le monde a changé. D'autre part, nous avons surestimé les facultés de mobilisation du Parlement. C'est une défaite, il faut la digérer, en tirer les leçons, pour mieux repartir de notre conviction fondamentale — reliée au manifeste des Prix Nobel.* »

Selon Etienne Le Roy, si l'on considère les deux grands objectifs de Survie : lutte contre la pauvreté et transformation de l'action de la France en direction des pays du Sud, on s'aperçoit que le premier objectif est actuellement largement perdu de vue. Et il est intéressant de constater que, là aussi, Survie a construit sa démarche à l'anglo-saxonne. Les documents les plus récents de la Banque mondiale, en particulier *L'Afrique en transition au milieu des années 1990*, rappellent l'objectif affiché de lutte contre la pauvreté — l'équivalent en quelque sorte de la loi Survie —, mais

mettent désormais l'accent sur les réformes institutionnelles, la démocratie, l'État de droit, etc. Dans les derniers documents de la Banque, l'ajustement structurel est passé au deuxième plan : l'affirmation d'une société réorganisée autour des valeurs de la démocratie est devenue le primat, la stratégie.

On a l'impression que Survie a suivi la même évolution stratégique. Partant de quelque chose qui est considéré dans les milieux internationaux comme le référent fondamental, la lutte contre la pauvreté, Survie en vient à privilégier la réforme des systèmes de pouvoir. La lutte contre la pauvreté n'est plus le lieu fondamental de l'action, la revendication de la « Loi Survie », avec toutes ses péripéties (la signature des deux tiers, puis des trois quarts des députés), apparaît comme une piste stérile. Survie s'est aperçue que ce type d'action, dont le bien-fondé est incontestable, ne conduit à rien parce que les choses se présentent autrement dans le système extrêmement compliqué du milieu politique.

Dans l'histoire de Survie, comme dans le mouvement de solidarité internationale aujourd'hui, on peut dire que se dégagent, au niveau géopolitique, quatre cibles : la cible française, la cible européenne, la cible du Sud, et la cible planétaire. Pour Survie, au départ, la cible planétaire était très présente, puisque c'était l'appel des Nobel qui servait de référence : cela traduisait l'idée de la construction d'une conscience universelle, et d'une opinion publique mondiale, les deux étant plus ou moins liées. Ce point de départ, estiment certains militants, s'est beaucoup estompé. Il est toujours présent, mais c'est la cible politique française qui s'est imposée. Cette évolution est sans doute positive : elle a permis à Survie de poser explicitement les problèmes de la politique française de coopération. Mais Survie n'a pas trouvé, semble-t-il, l'articulation avec la perspective qui était de construire une conscience universelle.

La campagne axée sur la proposition de loi semble désormais avoir peu de chances d'aboutir en tant que telle. Ce texte correspondait à une aspiration profonde de beaucoup de militants. S'ils comprennent bien la grande difficulté à faire inscrire ce texte à l'ordre du jour et à le faire voter — quel que soit le gouvernement —, le fait d'y avoir renoncé les déstabilise un peu. Beaucoup estiment avoir fait un travail important auprès des parlementaires et sont déçus de voir qu'il ne peut pas déboucher. Certains même ne sont pas d'accord avec ce renoncement. La proposition de loi, souligne l'un d'eux, « *c'était un projet politique, mais pas politicien : des gens de tous les partis, des députés de tous bords voulaient bien aller dans le même sens. En nous attaquant maintenant à la politique franco-africaine, on trempe davantage dans quelque chose qui ressemble à de la politique politicienne.* »

Il est vrai que, avec un objectif simple comme la proposition de loi, tout le monde peut se mobiliser. « *Même si cela n'aboutit pas, au moins c'est un objectif que tout le monde comprend.* »

Jacques Mutombo-Cartier rappelle à ce propos que l'association ne s'est pas adressée à toute la population, mais plutôt à ceux ou à celles qu'elle croyait être des décideurs ou qui, dans une certaine mesure, sont impliqués dans des actions en Afrique et ailleurs. *« Avec les parlementaires, la communication de Survie a connu une certaine efficacité, comme envers d'autres personnes des circuits officiels de décision. Cependant, la suite a laissé à désirer : en fait, l'action était menée par d'autres, les décideurs étaient ailleurs et les parlementaires ne pouvaient contrôler une action, faute de moyens d'information. »*

La dénonciation de la politique franco-africaine

Chaque association définit son objectif : celui de Survie, c'est la lutte contre la pauvreté dans le monde, la lutte contre la faim. Aujourd'hui, un des moyens d'avancer, c'est la réforme de la politique française de coopération, particulièrement en Afrique. A partir de là se pose une série de questions : les moyens utilisés par Survie aujourd'hui et dans le passé ont-ils été les bons ? Survie n'est-elle pas en train de se faire plaisir ? Trois ou quatre cents militants et cotisants, ce n'est rien en effet par rapport à la population française. L'indignation ne devient-elle pas une fin en soi ?

Survie est une association vivante, avec une véritable assemblée générale et au moins trois ou quatre conseils d'administration par an : on ne cesse d'y débattre de ces questions de stratégie. Mais, pour les animateurs de l'association, l'existence de lieux et de moments réservés à une réflexion stratégique est une préoccupation constante.

Selon les experts, Survie rend manifestes un certain nombre de contradictions qui vont bien au-delà des politiques menées, au niveau des systèmes de représentation, et joue à ce niveau-là un effet « poil à gratter » tout à fait fondamental. Mais il doit s'accompagner d'un travail d'investigation qui relèverait des intellectuels : or les intellectuels n'existent plus. Peut-être donc que Survie doit assumer une partie des fonctions qu'on trouvait ailleurs, dans d'autres situations ou d'autres contextes. Toute une réflexion est à mener, en particulier, sur la relation entre société politique et société civile, car il ne peut y avoir de transformation des systèmes de décision de la société politique que par un effet d'intervention, de mobilisation, de cristallisation d'un certain nombre d'enjeux, ce qui permet de dévoiler les fondements implicites des représentations et des discours. Ceci ne peut se faire que dans des cadres comme ceux qu'anime Survie, puisque cela n'existe plus ailleurs, ni dans la société politique, ni dans la société intellectuelle.

Pour leur part, les représentants des pays d'Afrique associés au mouvement Survie estiment que l'association a un rôle à jouer dès lors qu'elle peut dénoncer, sans complaisance, les activités nocives et répressives que

mènent dans divers pays d’Afrique les dictateurs, les tortionnaires, etc. Il faut que ce soit su, porté à la connaissance du public. Le mérite principal d’associations telles que Survie ou Agir ici, c’est qu’aujourd’hui aucun média, aucun décideur qui s’intéresse à l’actualité internationale ne peut dire à propos de l’Afrique : « Nous ne sommes pas au courant. »

Des objectifs difficiles à faire comprendre

Certains militants pensent que l’objectif de Survie apparaît très pointu, très spécialisé, qu’il semble relever d’un dialogue de spécialistes. Comme les médias n’entretiennent pas cette préoccupation d’un meilleur développement pour l’ensemble de la planète, le public ne comprend pas, il n’est pas réceptif. C’est un idéal utopique, qui relève plutôt d’un groupe d’initiés. La démarche de Survie est éloignée du concret et difficile à faire comprendre. Pour tenter d’y remédier, certains militants font désormais un travail d’information dans la rue, comme à Strasbourg et à Lille.

« Parler du Sud aux gens évoque pour eux des situations et des actions concrètes, immédiates. Or nous, nous venons leur proposer une démarche citoyenne, qui demande une réflexion... Nous exigeons beaucoup, et il faut prendre le temps d’en parler », explique Odile Krieg.

Mais cette présence dans la rue n’est possible qu’en référence à un événement dont parlent les médias — comme le Rwanda. Alors les militants peuvent apporter des informations permettant à ceux que cet événement dépasse, d’en comprendre les enjeux, et de les raccrocher à ce qu’ils vivent eux-mêmes. *« On peut ainsi stimuler leur esprit critique, jusqu’au problème des relations nord-sud. On établit un parallèle avec le quotidien, cela rend la démarche moins abstraite. Ce travail dans la rue est contraignant, parce qu’il doit être quotidien, mais c’est sûrement ce qui a la plus grande portée. C’est difficile, presque obsessionnel. Mais c’est porteur — beaucoup plus qu’une simple marche ou manifestation. Nous considérons que cette façon de faire, bien que (ou parce que) elle exige un fort engagement personnel, est ce qu’il y a eu de plus positif dans ce qu’on a appelé ici nos méthodes de travail »,* poursuit Odile Krieg.

« Au début, rappelle François-Xavier Verschave, nous estimions que Survie était uniquement une campagne de citoyens qui expriment leur volonté. Aux politiques d’aboutir à une traduction juridique et pratique de cette exigence civique. » L’expression de cette volonté avait un caractère assez général, la demande de Survie était assez vague. *« Ensuite nous avons pensé qu’il fallait aussi établir la passerelle entre cette volonté et la décision politique, en faisant un travail d’analyse des problèmes, un travail d’expertise. »* L’expression d’une volonté peu précise peut en effet donner lieu à toutes sortes de fausses réponses. Le problème, c’est que, en développant cet aspect d’expertise, et en même temps en échouant dans la

mobilisation massive des citoyens (malgré de nombreuses tentatives), cet aspect est apparu comme prépondérant. Ce n'est pas un choix, c'est le résultat d'un échec dans la manifestation d'une volonté civique. Alors, à ce stade, faut-il se dire que Survie se réduit à cette dominante apparente — une expertise qui s'est développée sur une capacité de mobilisation des citoyens qui a échoué — et persévérer dans ce sens ?

Pour Etienne Le Roy, certains agissent selon un axe stratégique institutionnel, qui appelle des réponses à la hauteur des mutations politiques, à l'échelle nationale et internationale. Mais c'est un axe qui est relativement étranger à l'histoire spécifique de Survie. L'histoire de Survie va beaucoup plus loin que l'expérience associative, car elle s'est construite hors du champ institutionnel — avec une logique fonctionnelle beaucoup plus qu'une logique institutionnelle. Le premier objectif était d'obtenir le vote de la loi : pour y parvenir, Survie a cherché à employer tous les moyens possibles ; si certains ne marchaient pas, on les oubliait pour en essayer d'autres. C'est un type de démarche où, en fait, c'est l'objectif qui commande les moyens mobilisables. Ce qui se passe en ce moment pour Survie, c'est peut-être qu'elle souffre d'un défaut d'objectif, ou qu'elle se trouve face à plusieurs objectifs possibles. Si Survie veut rester dans son histoire « associative » — qui est en fait à la marge du tissu associatif, et encore plus à la marge du tissu institutionnel —, il lui faut d'urgence redéfinir un objectif, et mettre en place les moyens pour cela.

L'ENJEU DE LA COMMUNICATION

L'opinion publique française manque d'information sur les actions que mène Survie. Tout passe maintenant par les médias. Il faut accentuer les efforts pour arriver à passer ces informations. La lettre mensuelle de Survie, *Billets d'Afrique*, et les *Dossiers noirs* publiés conjointement avec Agir ici sont-ils efficaces ?

Billets d'Afrique résulte presque d'un accident de parcours. C'était conçu au départ comme une action ponctuelle, un instrument à durée limitée pour dénoncer les blocages du milieu français². Il s'agissait de franchir une étape, d'exposer, pour les rendre indéfendables, les connivences des groupes qui bloquent toute évolution des relations franco-africaines. Ce bulletin a eu un succès bien supérieur à celui escompté : dans beaucoup de ministères, dans l'administration, dans la presse ou les milieux concernés, c'est devenu un lieu d'information alternative. Survie a ainsi acquis une influence inattendue, avec les responsabilités qui en découlent. Cet instrument conjoncturel a contribué à susciter un débat politique sur les problèmes franco-africains — le genre de chose que l'on

2. Milieu français : la nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires en France et en Afrique, organisés en réseaux et en lobbies pour accaparer deux rentes : les matières premières et l'aide publique au développement.

ne retrouve pas dans *Jeune Afrique ! Billets* a comblé un vide. Mais le fait-il bien ?

Avec *Billets d'Afrique* et les *Dossiers noirs*, Survie veut toucher des lecteurs au-delà de l'Hexagone. A Stockholm, tout un réseau d'Africains photocopie le bulletin, le redistribue. Ces supports permettent également de sensibiliser les médias étrangers. « *Ainsi, précise Sharon Courtoux, nous avons été approchés par la radio nationale de l'Afrique du Sud. Il y a quelques semaines, c'était une radio irlandaise. La BBC, des journalistes scandinaves, néerlandais, suisses, allemands, etc. viennent nous passer à l'antenne ou nous interviewer, parce que Billets d'Afrique est passé par là. C'est très limité par rapport à la communication de Greenpeace, mais, pour une petite unité comme Survie, c'est assez surprenant.* »

L'efficacité de *Billets* ne se limite pas aux appels de journalistes, c'est aussi un instrument de dissuasion. Dans les institutions de la Coopération, certains se servent de l'existence de *Billets* pour dire : « Attention, quelqu'un est à l'affût des dérapages. Si l'on fait telle incartade, cela va sortir. » Cette fonction de contre-pouvoir est tout à fait réelle, mais *Billets* doit trouver un point d'équilibre pour que l'indignation et la dénonciation ne contrarient pas sa fonction première, qui consiste à fournir des repères, à être un organe de vigilance. *Billets* pose un certain nombre de questions. Derrière, c'est l'image de Survie qui en pose d'autres. Il y a une fonction de militance et une fonction d'information : les deux ne se recouvrent pas.

Roland-Pierre Paringaux, journaliste au *Monde*, souligne d'autre part que, dans un système où il est très difficile d'inciter la presse à couvrir des sujets lointains et complexes, ce n'est certainement pas avec le morcellement d'associations spécialisées — dont les bulletins, bien faits, ne touchent aussi que des gens un peu spécialisés — que l'on progressera. Le résultat, c'est une approche trop parcellaire, trop fragmentaire — quelle que soit la qualité des associations. Roland-Pierre Paringaux se demande s'il ne faudrait pas essayer de fédérer un certain nombre d'entre elles. En effet, la France est sujette à la scissiparité : dès qu'il y a quatre personnes, il y a tout de suite trois associations.

Marilyn Notari, de Médecins du monde, pense pour sa part que si les ONG faisaient le lobbying qu'elles devraient faire, Survie n'aurait pas vocation à exister. Elle penche plutôt pour la nécessité de la profusion, parce qu'elle est inhérente au système démocratique : la concurrence est souhaitable. Mais il faut aussi qu'il y ait complémentarité, ce qui suppose de l'« organiser » un peu.

Les informations publiées dans *Billets d'Afrique* sont jugées intéressantes par les militants, mais pas toujours très lisibles. Survie a fait le choix de publier *Billets* mensuellement, dans un petit format, avec beaucoup d'informations assez compliquées ; elle aurait pu faire le choix d'un

trimestriel plus lisible, plus accessible. Claudine Vidal, spécialiste de l'Afrique et lectrice assidue de *Billets*, insiste sur ce point : « *Je le fais lire autour de moi. Ceux qui ne sont pas des spécialistes pointus de l'Afrique ne comprennent pas : les phrases sont pleines de sous-entendus. Même les gens qui connaissent à fond la question doivent décrypter. Mais après tout, cela pourrait être l'objectif de Billets d'Afrique : s'adresser à un public bien spécialisé, par exemple celui de la Coopération, pour lui dire : " Attention : voilà ce qui ce passe... En ce cas, il n'y a pas de problème. Mais si vous pensiez toucher un public plus large, l'objectif est hors de portée : ce public ne peut pas comprendre. Moi-même, sur des dossiers que je ne connais pas bien, je n'arrive pas toujours à suivre. "* » Etienne Le Roy renchérit : « *Je fais lire ça par mes étudiants. Sur certains problèmes, ils sont « largués ». Ils suivent pourtant un DEA d'études africaines... »*

Comme *Billets* est destiné d'abord à un certain nombre de décideurs et d'initiés, il faut bien de temps à autre leur donner l'impression que l'on s'adresse à eux, avec leur langage et sa part d'implicite. Sinon ce n'est pas lu, tout simplement, affirme François-Xavier Verschave. Pour certains, *Billets d'Afrique* est devenu *Le Canard enchaîné* du milieu des décideurs franco-africains.

Quant aux *Dossiers noirs*, ils seront désormais édités sous forme de livres d'une centaine de pages par L'Harmattan. Leur diffusion et leur impact devraient donc croître. Sharon Courtoux propose que Survie se donne pour objectif de trouver un financement permettant d'envoyer des exemplaires de *Billets* et des *Dossiers noirs* en Afrique.

Il n'en reste pas moins que, si Survie veut développer une information en direction du grand public, un autre support de communication, moins spécialisé, reste à inventer.

SURVIE ET LE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

De quel ensemble Survie veut-elle faire partie ? Non pour s'y intégrer, mais pour se situer. L'association cousine, Agir ici, est très autonome dans le milieu des ONG, mais elle est néanmoins ressentie comme en faisant partie. Alors que, à l'origine, Survie ne voulait pas être ressentie comme telle, sans définir où elle se situait. Mais on est aujourd'hui en pleine évolution. Il y a quelques années, le mouvement des ONG humanitaires et celui des ONG de développement étaient considérés comme complètement antinomiques. Aujourd'hui, l'expression « solidarité internationale » permet de recouvrir la nouvelle alliance en train de s'opérer entre ces deux composantes. Survie pourrait avoir une réflexion sur cette évolution et se positionner dans le nouveau paysage qui s'est mis en place.

Comme le rappelle Jean-Marie Fardeau, d'Agir ici, Survie a longtemps paru étrange aux autres ONG. Ce qui caractérise Survie, c'est l'existence initiale d'une équipe, d'un noyau de gens indignés par ce qui se passe dans le monde, souvent qualifiés d'« exaltés » par les militants d'autres associations — dans un sens à la fois positif et péjoratif. Positif, car il est bon de temps en temps d'avoir affaire à des gens tellement convaincus que l'on sent que rien ne pourra les arrêter dans le combat qu'ils mènent. Un peu péjoratif dans le sens où, parfois, il est difficile de leur faire comprendre que telle pratique ou telle méthode utilisée n'est pas forcément la bonne. A partir de 1987, Survie a mobilisé des compétences. Le groupe de travail qui a conçu la proposition de loi a démontré la pertinence d'une approche qui bouleversait un peu le jeu bien établi entre associations de soutien aux projets de développement. Celles-ci faisaient leur petite cuisine avec le ministère de la Coopération pour obtenir des financements, ou pour discuter éventuellement de quelques orientations de la politique française — mais d'une manière très sectorielle, ou géographique. Survie a su poser le problème de manière plus globale, remettre en cause la structure même de la coopération française et de l'aide au développement. C'est le moment où elle a été reconnue.

Mais Survie demeure si peu institutionnalisée, si loin de faire partie d'un certain establishment, que même lors de certaines réunions des ONG, les organisateurs se demandent s'il faut l'inviter. La réponse finit souvent par être positive, parce qu'on reconnaît les qualités de l'association, mais il est indubitable que Survie dérange. Survie doit-elle devenir plus « raisonnable » pour être plus efficace ?

Le champ politique est hyper-professionnalisé en France, et les gens de Survie apparaissent comme des non-professionnels. Ils font l'effet du chien dans le jeu de quilles, entraînant au départ, chez beaucoup d'acteurs, un refus ou un retrait. Puis, à travers les premiers textes de l'Observatoire permanent de la coopération française, créé en 1993, ou par le biais d'un certain nombre de ses publications, Survie a révélé un certain professionnalisme. En montrant sa capacité à démêler l'écheveau, à décrire le fonctionnement du clientélisme, des réseaux, etc., Survie en vient à être prise pour un acteur sérieux.

Une autre difficulté tient à l'une des convictions des animateurs de Survie : travailler avec de larges éventails de partenaires pour rechercher des synergies. Ce n'est pas toujours concluant, alors qu'il est sans doute essentiel de surmonter certaines divergences pour faire front contre un ennemi commun.

L'action de Survie, soulignent les militants de l'association, est souvent mal perçue car jugée trop critique. « *Nous n'avons pas trouvé les mots d'une critique perçue comme constructive. Cet aspect n'apparaît pas en tout cas aux sympathisants qui lisent nos documents* » constate Colette

Meyer. « *Les gens ne comprennent pas que l'on critique la politique française de coopération. Ils préfèrent les militants d'autres associations qui vont sur place et ont au moins le mérite d'essayer de faire quelque chose.* »

La proposition de loi elle-même, bien que positive, avait également été mal perçue par un certain nombre de militants d'ONG qui y voyaient une remise en cause et une critique de leur propre travail. Or, rappelle Gin Samuel, « *c'est bien le message des ONG qui a peu à peu sensibilisé l'opinion publique aux problèmes du développement. Ce n'est pas en dénigrant ceux qui ont permis de faire ce bout de chemin qu'on fera avancer l'opinion. Il nous faut nous appuyer sur la part positive de leur travail, parce qu'elle existe.* »

François-Xavier Verschave précise que la proposition de loi consistait à tirer le meilleur de l'expérience des ONG. Cette phase constructive ne s'est pas faite en opposition aux ONG, du moins à leur expérience. Survie a rencontré des susceptibilités de personnes, mais les principaux responsables des ONG reconnaissent au contraire que la loi valorisait toute l'expérience de la coopération non étatique.

Cependant, les Africains ont l'impression que d'autres ONG s'approprient parfois des actions dont Survie a été l'instigatrice et pour lesquelles elle a effectué les lourdes tâches d'enquête et de préparation du terrain. Le but recherché — sensibiliser le public français aux problèmes de l'Afrique — est alors détourné.

Huda Abdalraouf cite par exemple l'action menée en 1991 à propos de la famine au Soudan. « *Avec Survie, on est parti pour sensibiliser l'opinion publique et les responsables français à la famine qui se propageait dans le pays, au nord et au sud. L'objectif était de faire pression sur le régime de Khartoum qui niait l'existence de la famine et interdisait les secours. Mais, au dernier moment, du fait d'autres organisations, cet objectif a changé, le chemin pour y arriver a été dévié. Il a fallu arrêter parce qu'on allait vers une ingérence au Soudan. Pour moi, cette déviation s'est produite parce que la coalition comprenait des organisations qui n'ont pas le même objectif que Survie.* »

Pourquoi ne pas envisager avec d'autres organisations une mobilisation des compétences pour définir les objectifs d'une réforme de la politique française de coopération ? Survie a amorcé une démarche dans ce sens. Avec le CRID, elle a suscité la création de l'Observatoire permanent de la coopération française. D'autre part, depuis deux ans, elle essaye de promouvoir le projet d'un « Espace politique nord-sud ». Il s'agit de rassembler un certain nombre de personnes des milieux économique, politique et autres, qui sont convaincues qu'il faut inventer un nouveau langage de la solidarité, évitant la langue de bois. Ce projet est en train de se concrétiser grâce au PNUD³ et à Bernard Husson, du CFSI⁴. Un groupe

3. PNUD : Programme des Nations unies pour le développement.

4. CFSI : Comité français de solidarité internationale.

va se constituer avec des responsables d'entreprises, de syndicats, des personnalités politiques soucieux de trouver un langage qui permette de réveiller chez nos contemporains ce sentiment diffus que la survie exige la solidarité.

Il existe en Europe d'autres organisations qui militent dans le même sens que Survie. Sur certains sujets comme le Rwanda, qui ont mobilisé l'attention de l'opinion internationale, il serait intéressant de travailler avec ces organisations — allemandes, belges ou autres. Elles peuvent aussi entreprendre des actions susceptibles d'influer sur la politique française : on sait aujourd'hui que, à Bruxelles, le Conseil des ministres des Quinze a son mot à dire, et pousse à adopter une ligne commune. Une coordination entre Survie et d'autres organisations européennes, faisant pression sur leurs propres gouvernements, pourrait contribuer à infléchir les politiques néfastes aux peuples européens ou africains.

Mais cette démarche implique qu'il existe des lieux pour parler des contradictions et des conflits, qu'on pourrait appeler des forums de confrontation ou de négociation. Ces forums sont à construire pour assurer une fonction de veille, d'exigence, d'observation, etc. De tels éléments ont été mis en place par Survie selon des perspectives intuitives. Il faudrait peut-être maintenant les évaluer, rechercher leurs complémentarités pour dépasser l'intuitif et aboutir à quelque chose qui soit réellement anticipateur et donc stratégique.

DU MANIFESTE-APPEL DES PRIX NOBEL AU NOUVEAU PROJET DE CHARTE

Le manifeste-appel des Prix Nobel est la charte fondatrice de Survie. Ce manifeste demande que les citoyens se mobilisent pour obtenir des changements politiques. Il y a donc une cohérence immédiate entre cet appel planétaire et la préoccupation principale de Survie qui est de peser sur les décisions politiques.

Faut-il relancer la campagne pour la loi Survie ? Faut-il la modifier un peu, pour tenir compte du nouveau contexte politique ? Et si ce n'est pas cette campagne qui continue, quelle est celle qui va montrer que Survie se bat contre la pauvreté dans le monde — puisque c'est là l'origine de l'association ?

A propos de son deuxième objectif — la réforme de la politique française de coopération —, Survie pourrait prendre l'initiative d'inviter un certain nombre de compétences afin de définir une charte pour la moralisation de la coopération. Ou bien réfléchir avec d'autres organisations sur la réforme des politiques de coopération — Survie introduisant son point de vue, qui est celui d'une moralisation. De là, pourrait se définir l'axe d'une

deuxième campagne sur la moralisation de la coopération, déclinée en quatre ou cinq points. On pourrait par exemple avancer la composition d'un conseil d'évaluation paritaire, dont la moitié des membres seraient des gens du Sud, pour débattre publiquement des effets des politiques de coopération. Il faut trouver des éléments qui concrétisent, qui recrédibilisent le projet de coopération, et sur lesquels puisse s'appuyer cette campagne. Celle-ci s'inscrirait dans une nouvelle dynamique des rapports nord-sud, où d'autres organisations mènent d'autres batailles — Médecins du monde, par exemple, situe clairement son action dans la perspective suivante : le droit humanitaire doit devenir une des notions importantes du droit international. C'est l'essentiel de leur stratégie. En mobilisant leurs militants et sympathisants, ils offrent une perspective sur une progression d'ensemble, même si on ne sait pas exactement comment la mettre en œuvre. De la même façon, Greenpeace se mobilise avec l'idée qu'elle représente l'opinion publique mondiale. On peut être en désaccord avec cette affirmation, mais, sur l'idée qu'il faut construire une opinion publique mondiale, Greenpeace a raison et y contribue. Survie devrait constituer un échantillon assez large et diversifié de personnes motivées pour que le produit de leur travail et le support de cette campagne ne soient pas ceux de Survie, mais de tous ceux qui portent la préoccupation d'une coopération digne.

A travers l'objectif de moralisation, ce n'est pas un idéal moral que vise Survie. Mais il y a une ou deux règles du jeu centrales sans lesquelles des partenaires ne peuvent travailler en confiance. La campagne de Survie serait beaucoup plus forte et pertinente si, avec l'aide d'un groupe d'experts, elle parvenait à définir les quelques règles de base qui rendraient de nouveau crédible le projet de coopération.

Puisque la traduction politique « proposition de loi » n'est plus, au moins provisoirement, d'actualité, puisqu'on ne peut progresser dans la lutte contre la faim et l'équité des rapports nord-sud sans changer radicalement l'esprit des relations franco-africaines, Survie a une urgence stratégique : catalyser les volontés d'un tel changement autour d'un point clé, d'une première étape décisive qui traduise la nouvelle orientation qu'il faut imprimer à ces relations. Il faut trouver, pour la phase actuelle de la campagne, l'enjeu précis qui puisse jouer le rôle de la proposition de loi dans la phase précédente. Si aujourd'hui des militants se sentent quelque peu déboussolés, c'est que, sous l'effet des vents contraires, Survie a dû changer d'itinéraire, mais qu'elle n'a pas encore choisi la prochaine escale, ni défini le cap.

Survie a désormais trois objectifs dans ses statuts : la lutte contre la misère, la politique franco-africaine et le refus de la banalisation du géno-

cide. Sur ce troisième point, elle a lancé, avec une série d'organisations, une campagne pour demander l'arrestation de trois des principaux responsables du génocide rwandais.

Comment associer les Africains d'Afrique ou de France à l'action de Survie ?

Les relations franco-africaines ne seront pas changées par le simple fait que des gens en France se battent pour cela. Elles changeront surtout parce que les Africains ne les supporteront plus. Ce genre de considération fait évoluer la réflexion politique de Survie. Mais comment articuler sa mobilisation et la leur ?

A côté de l'aide publique au développement, il y a des manières très concrètes d'être solidaire avec des Africains — en leur procurant par exemple les moyens de leur propre réflexion. Beaucoup d'Africains vivant en France militent dans un dénuement matériel terrible : ils manquent de documents, d'espace pour se réunir, etc.

Cette aide peut d'ailleurs être réciproque, comme le propose Nicolas Sersiron, militant de Survie : « *Même si c'est un peu utopique, pourquoi n'aiderions-nous pas des ONG africaines à s'implanter en France pour nous apprendre comment vivre la solidarité ou pratiquer la convivialité, toutes choses que nous avons quelque peu oubliées ? On progresserait vers un véritable échange...* »

Dans notre société, les choses ne bougent que lorsque des intérêts financiers sont en jeu, ou bien lorsque l'opinion est touchée, peut-être sur le plan émotif, et décide qu'il faut que cela change. Comment, dans ce contexte, donner un nouvel élan à l'action de Survie ? Première piste : trouver des porte-drapeau, ici en France, des personnalités du monde des arts, du sport ou autres, qui, par leur notoriété, mobiliseraient l'attention de l'opinion française lorsqu'ils s'exprimeraient sur tel ou tel sujet. Autre piste : organiser des actions spectaculaires. Quand les agriculteurs viennent déverser des pommes de terre ou des tomates en plein Paris, cela a toujours un effet sur les médias — et l'on sait le rôle qu'ils tiennent dans cette société. Ce n'est pas toujours facile et certes superficiel. Mais, avec de l'imagination, il est sans doute possible, par des actions symboliques, de mobiliser les médias sur des problèmes graves, des problèmes de fond.

Les Africains pourraient s'organiser pour relayer, ou du moins accompagner, l'action de Survie. Un certain nombre d'entre eux sont naturalisés français. Pourtant la mobilisation de ces Africains intégrés à la société française est inexistante, alors qu'ils ont le droit de vote et peuvent influencer sur les dirigeants qu'ils élisent. En revanche, mieux associer les Africains d'Afrique à l'action de Survie comporte un risque de dispersion. Aller

s'impliquer en Afrique, sur le terrain, mobiliserait des ressources importantes alors que Survie en a peu.

Pour Ima Mukakimanuka, « *Survie fait son travail en France pour constituer des dossiers. Si elle a besoin d'information, c'est à nous de lui dire : « Vous pouvez contacter Untel en Afrique, qui peut participer à la fabrication des documents, ou qui peut relayer la diffusion ».* Les Dossiers noirs commencent à être connus en Afrique. Des Sénégalais m'ont demandé : « Comment peut-on contacter Survie ? Comment peut-on les informer ? Comment être en relation avec eux ? » C'est nous qui devons servir de relais. »

D'autre part, ajoute-t-elle, l'idée de faire intervenir le monde des arts ou celui du sport est excellente. Mais, là aussi, il faut commencer par les artistes ou les sportifs africains de France. « *Avant d'aller demander aux autres de travailler pour nous, il faut qu'on se mette à l'œuvre nous-mêmes. De plus, nous devons cesser de fonctionner sur des bases nationales. Par exemple, on peut demander à Youssou N'dour de participer à une action médiatique, mais pas seulement à propos du Sénégal : qu'il vienne en tant qu'Africain. La démocratie en Afrique ne pourra jamais avoir prise si on ne revient pas aux idées du panafricanisme de Nkrumah.* »

François-Xavier Verschave rappelle que Survie a envoyé *Billets* à tous les internationaux africains jouant dans les équipes françaises de football. Plusieurs sont des gens de cœur, qui peuvent être des relais extraordinaires. On peut aussi songer aux musiciens. Ces deux domaines sont d'autant plus intéressants que les Français y reconnaissent la créativité des Africains, d'une manière qui n'est pas condescendante. Chacun sait qu'un footballeur africain peut être génial, et meilleur qu'un footballeur français, qu'un musicien africain peut être génial, et donc la reconnaissance dépasse l'exotisme. Celui qui parle n'est pas à plaindre, c'est quelqu'un qui a un statut, qui vient avec une valeur humaine indiscutée.

2. QUELS RESSORTS EN FRANCE POUR UN MOUVEMENT CIVIQUE ?

LA « SOCIÉTÉ CIVILE » FACE À L'ÉTAT

A chaque assemblée générale, les militants de Survie se posent longuement la question : comment mobiliser davantage, et au-delà de certains cercles ? Cela renvoie à une question clé : qu'est-ce que la société civile en France ? Car elle existe. Elle n'est pas sur le modèle que postule l'exigence fondamentale de Survie, ou du moins l'interprétation qui en a été donnée jusqu'ici, mais elle existe. L'une des difficultés, c'est l'absence d'une réflexion sur la relation du citoyen français envers son État : comment mobiliser sa réaction civique ?

Roland-Pierre Paringaux souligne que le thème du citoyen est à la mode. Philippe Seguin et quelques autres politiques l'ont repris au bond. Il faut espérer que ce ne sera pas seulement un gadget : on est parlementaire-citoyen, journaliste-citoyen, citoyen-citoyen, etc., responsable socialement dans son champ d'activité. On comprend bien ce que cela veut dire. Mais la pratique en la matière reste bien peu encourageante.

Le gros problème, c'est le manque de contre-pouvoirs en France. Survie est un petit contre-pouvoir, mais ne peut étayer son action qu'en s'alliant avec de plus importants. Elle n'en trouve guère. Elle est un peu comme Diogène avec sa lampe, qui cherchait un homme. Elle trouve de temps en temps des hommes qui résistent. Mais, au-delà des individus, trouver des gens qui s'organisent en contre-pouvoir, c'est une denrée rare dans la société française.

Au départ, une des difficultés de la démarche de Survie venait, apparemment, de ce qu'elle s'inscrivait plutôt dans une culture anglo-saxonne de mobilisation d'une certaine société civile, qui n'a pas son équivalent dans des sociétés latines. Survie proposait tout un ensemble de démarches, dont les modèles provenaient sans doute d'expériences d'outre-Manche et d'outre-Atlantique, et qui étaient valorisées par la référence à des personnes d'autorité. Pendant tout un temps, l'efficacité de Survie était limitée par le fait que ces démarches n'avaient pas de correspondance directe avec les modes plus français de mobilisation de l'opinion publique

— selon des formes qui se sont progressivement dissoutes ces dernières années. Cette mobilisation s’opérait en particulier via un tissu syndicalo-associatif, construit et conçu autour de prises de positions politiques sur une scène extrêmement typée (gauche-droite), et donc assez caricaturale : les implications et les engagements que certains pouvaient avoir à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt ont progressivement perdu de leur efficacité, puis la scène elle-même a cessé de fournir des repères.

Dans ce contexte, Survie n’a mobilisé qu’une petite fraction d’une certaine société intellectuelle, peut-être un peu trop parisienne⁵, et elle a eu du mal à populariser un certain nombre de questions. Elle s’est accoutumée, ces trois ou quatre dernières années, aux modes franco-latins d’intervention, de mobilisation, d’organisation des démarches. Un moment clé a été celui où elle a commencé à trouver quelques partenaires intéressants dans le monde politique, qui ont pu servir d’intermédiaires entre un mouvement d’idées et le système de décision politique. A partir de ce moment-là, Survie est entrée dans l’infrastructure institutionnelle, on a commencé à reconnaître ses militants comme des gens sérieux avec lesquels on peut discuter. Surmontant la difficulté initiale d’une démarche à l’anglo-saxonne, elle est entrée dans des manières françaises d’ordonner, de coordonner, de stimuler, et l’on a accepté de la prendre au sérieux. Mais, en entrant dans ces manières françaises d’orienter l’opinion publique, elle perd un peu de sa crédibilité à l’échelle internationale et des pesanteurs nouvelles peuvent émerger. L’optimum, ce serait de garder l’esprit initial de Survie greffé des accoutumances françaises.

Mais ceci renvoie à tout un ensemble d’autres questions sur lesquelles on n’a pas assez réfléchi, d’une manière générale, et à Survie en particulier. Qu’est-ce qu’une opinion publique dans le type de société civile à la française ? L’efficacité de Survie est liée à la juste perception de ce que représente la société civile dans un cadre d’intervention français. Faute peut-être d’avoir approfondi cette question, on se retrouve dans une situation où l’on continue de mobiliser une quarantaine de grognards — ceux qui, depuis quinze ou vingt ans, restent indéfectiblement motivés par ces sujets. On trouve quelques jeunes qui prennent le relais, mais en trop faible quantité. Pourtant, ceux qui suivent Survie depuis le début considèrent qu’il ne faut pas abandonner cette démarche, qui a des effets.

Les relations entre les sujets de droit, l’acteur dans la société et la construction politique qu’on appelle l’État diffèrent fondamentalement dans des systèmes anglo-saxons et dans le système français. L’État est au cœur de notre expérience intellectuelle et sensorielle depuis deux siècles et demi. Dans les milieux anglo-saxons, l’État a été inventé par Roosevelt, avec le New Deal, au milieu des années trente, ou par Clément Attlee en 1945 en Grande-Bretagne. Les manières de penser et de faire anglo-

5. Ce point de vue d’Etienne Le Roy est contesté par les animateurs de Survie qui soulignent, au contraire, que l’association a mobilisé plus de provinciaux que de parisiens, et très peu d’intellectuels.

saxonnes sont imprégnées de l'expérience — issue du puritanisme, de la Réforme, etc. — d'une responsabilisation de l'acteur dans sa communauté et de sa communauté dans d'autres communautés, ce qui construit une responsabilité citoyenne. Cela commence au niveau le plus humble : l'idéologie de la paroisse caractérise fortement le référent politique anglo-saxon. Ce n'est pas du tout ce que nous connaissons : nous avons construit, avec des sociétés extrêmement individualistes, une relation directe de l'individu avec l'État ; à chaque instant, nous faisons appel à l'État et non pas à la communauté comme lieu naturel de réponse à nos besoins.

C'est pourquoi une démarche comme celle d'interpeller les députés, qui a été au cœur de l'action de Survie, n'est franchement pas spontanée pour un Français, parce que le citoyen français s'en remet à l'État et, du coup, prête aux personnes qui investissent l'État et qui le représentent, ou qui nous représentent, une importance qu'elles n'ont pas. Ce sont des gens comme les autres, et, pourtant, on est comme submergé de respect par rapport à ces personnes à qui on a donné la dignité d'élus. On ne va pas les voir une fois qu'ils sont élus, ils n'ont qu'à s'occuper de nos problèmes.

A LA RECHERCHE DES VALEURS ET DES SOURCES D'UN CIVISME FRANÇAIS

Comme Gus Massiah l'a très bien expliqué, lors du colloque du Forum européen à Bruxelles, la largeur de l'espace de solidarité correspond à l'aire de fonctionnement crédible des règles du jeu. Quand on a créé les mutuelles au siècle dernier, c'était à dimension locale. Et puis, cela a tellement bien marché que cette conscience d'une solidarité possible s'est élargie jusqu'à l'échelle d'une nation, avec la sécurité sociale, etc. Un certain nombre de gens se sont dit : « Si l'on est capable de penser la solidarité à l'échelle d'une nation, on est peut-être aussi capable de la penser à l'échelle du monde. » Sauf que l'amplification de l'espace où l'on se sent co-solidaire, où l'on défend les mêmes droits de l'homme (où le fait qu'un Chinois soit massacré sur la place Tien An Men nous est aussi insupportable qu'un attentat dans le RER parisien) dépend aussi d'une certaine santé des mécanismes d'échange. Quand ils se rétractent, les gens se disent : « Mais c'est déjà si compliqué d'empêcher que ma mère aille déperir à l'hospice... » Bref, du fait de la crise multiforme actuelle, au lieu que se poursuive « naturellement » l'extension de l'espace où la solidarité est conçue comme possible, on assiste plutôt à sa contraction.

Or Survie a engagé sa campagne en croyant que l'espace de la solidarité (tel qu'il est ressenti dans l'esprit de chacun) était encore en expansion. Il lui semblait naturel que le mouvement historique qui avait construit chez nous la solidarité à l'échelle nationale puisse s'étendre à

l'échelle planétaire. Aujourd'hui, face à un mouvement de repli, il faut repenser, et trouver de nouveaux moyens d'exprimer ce qui semblait aller de soi. Cela peut, par exemple, conduire à insister sur le point suivant : avant d'exporter la solidarité à l'échelle mondiale, il faudrait sans doute s'attacher à réduire notre capacité de nuisance internationale — tout ce qui, dans nos pratiques politiques, économiques, militaires, culturelles, contribue à ruiner d'autres pays, ou à les empêcher de développer leur propre solidarité ou leur propre santé économique.

Il faut aussi trouver des ressorts civiques spécifiquement français. Il ne suffit pas de dire : « Il va de soi que vous êtes citoyens, que vous devez participer à la décision politique. » Il faut chercher où résident, dans une tradition latine comme la nôtre — où une partie de la population applaudit un Tapie pour son boniment, son habileté à rouler le fisc ou frauder l'État (pour ne pas parler de tous ceux qui attendent un *Duce*) —, les points d'appui d'une responsabilité citoyenne.

On constate manifestement l'irruption d'une nouvelle génération d'associations, de groupes, qui, depuis une vingtaine d'années, posent le problème du recours direct à l'opinion. On le voit dans des domaines très divers. Dans celui de la solidarité internationale, on a vu naître Survie, Agir ici ; il faudrait y rajouter des associations comme Médecins du monde et Médecins sans frontières, ou encore SOS Racisme, voire la nouvelle génération de type Équilibre. Cette émergence, ou cette recherche de nouvelles formes, répond au souci d'être plus professionnel : il faut peser sur la décision, et le recours à l'opinion passe par le travail avec les médias. C'est intéressant parce que, en gros, cela marche. On ne sait pas toujours vers quoi, mais cela marche. Par rapport aux types de mobilisation syndicalo-associative qui ont marqué les campagnes militantes depuis 1945, on passe vraiment à autre chose.

Il est vrai qu'il y a eu, en France aussi, des formes de mobilisation qui n'étaient pas syndicalo-associatives. Si on remonte par exemple à la création de la Ligue des droits de l'Homme, et si on étudie de manière un peu technique ce qu'a été la campagne « J'accuse » pendant l'affaire Dreyfus, on retrouve beaucoup d'éléments de recours direct à l'opinion, de travail des intellectuels, de mise en avant des principes.

Dans ces exemples, il y avait des valeurs fortes, qui contribuaient à construire un mouvement d'opinion à un moment donné. C'est peut-être parce que les valeurs auxquelles se réfère Survie sont moins mobilisatrices qu'effectivement il n'y a plus de stratégie.

La différence fondamentale entre l'ancienne et la nouvelle génération d'associations tient peut-être aux notions de citoyen et d'individu. Le jeune qui s'investit dans Médecins sans frontières ou dans Médecins du monde pour partir en mission a une conscience du rôle qu'il peut avoir. Face à une situation dramatique au niveau mondial, il veut agir, lui, en tant qu'individu ; il réagit à sa mauvaise conscience personnelle, mais n'a pas

l'impression de participer à un mouvement de citoyens qui va permettre, un jour, d'en finir avec ces situations d'urgence.

De l'indignation à l'action

L'essor d'associations comme Médecins du monde, en dehors de la réponse pratique apportée à une situation d'urgence et de crise, traduit aussi peut-être la difficulté de la mobilisation pour la mobilisation, la difficulté de se mobiliser uniquement sur des valeurs, le besoin de fournir une action, de matérialiser, de concrétiser. Pourtant, même si chaque association les décline de façon différente, les valeurs sont les mêmes... Cette émergence traduit plutôt une capacité à mobiliser la société civile sur des idées. Le donateur d'une ONG humanitaire fait certes un don pour soulager la souffrance dans le monde, mais il est fréquent qu'il attende beaucoup plus : au-delà du geste caritatif, il y a une vraie démarche citoyenne et politique.

Gus Massiah récuse l'idée selon laquelle les citoyens ont besoin qu'on leur donne des choses à faire. *« S'ils sont citoyens, ils doivent savoir eux-mêmes qu'ils ont des choses à faire. Si on leur donne des choses à faire, ou s'ils attendent qu'on leur en donne, c'est que manifestement ils ne sont pas encore très avancés dans leur citoyenneté. Nous, les associations, nous nous comportons en donneurs de leçons. Nous disons aux gens : « Vous ne vous mobilisez pas assez, vous ne vous indignez pas assez, vous ne donnez pas assez d'argent, vous ne prenez pas les armes pour aller en Espagne, etc. » La pratique militante consiste toujours à interpeller les autres parce qu'ils n'ont pas fait. »*

Faire sortir le scandale pour y mettre fin, cela ne fonctionne que dans des circonstances très particulières. On peut très bien n'obtenir qu'un effet de plus grande accoutumance. C'est toute l'ambiguïté des actions d'un Pannella, par exemple, contre l'insuffisance de la coopération italienne. Faire éclater un scandale pour faire cesser la situation scandaleuse, cela peut être à certains moments un moyen très efficace mais ce n'est pas une stratégie.

Marilyn Notari, de Médecins du monde, constate qu'on est passé ces dernières années d'organisations du type d'Amnesty, d'Agir ici ou de Survie à d'autres qui, comme SOS Racisme, ont misé sur l'utilisation de la musique, par exemple. Cela a fonctionné, mais on s'est rendu compte ensuite qu'assister à un concert ou défiler, ce n'était pas suffisant. On en arrive maintenant à des associations comme Greenpeace et Act Up, qui vont très loin dans l'engagement physique de leurs militants. C'est une réponse parmi d'autres au vide actuel de notre société. Les associations comme Survie sont confrontées au choix suivant : veulent-elles une forme d'« agit-prop », une mobilisation pour la mobilisation, même à tort ? Cherchent-elles, par tous les moyens de la communication, à susciter le

mouvement pour le mouvement ? Ou au contraire restent-elles fidèles à ce qu'elles sont et le font-elles avec leurs petits moyens — quitte à ce que cela ne concerne qu'un nombre restreint de personnes ?

Sur des sujets tels que la lutte contre la pauvreté, l'iniquité des rapports franco-africains, qu'est-ce qui va déclencher le passage d'une attitude de rejet indigné à l'engagement dans une action ? Qu'est-ce qui va pousser les groupes concernés à élaborer une stratégie ? Où trouveront-ils l'énergie capable (pourquoi pas ?) de rendre leur effort de communication aussi performant que celui de Greenpeace, d'Act Up ou de Droit au logement (DAL) ? Le logement n'était plus la priorité politique du pouvoir, c'est clair. DAL, par une série d'opérations, a réussi à imposer ce thème, à nouveau, comme l'une des deux ou trois priorités politiques du moment. Pourquoi ? Parce que ses membres ont trouvé des méthodes de focalisation.

Si on veut avancer en matière de politique franco-africaine, insiste François-Xavier Verschave, il faut à un moment choisir des étapes plus concrètes, plus précises, pour catalyser l'information. Si l'on en reste à des objectifs trop généraux, tout le monde dit : « Oui, vous avez raison. » Mais on ne construit pas un levier de mobilisation.

Il existe différentes formes de mobilisation : il y a l'indignation pure, il y a également l'action de proposition et de lobbying. Cette dernière fait appel à quelque chose de beaucoup plus institutionnel : elle suppose qu'on soit très proche, sociologiquement et sur le plan comportemental, des cibles que l'on vise. C'est comme cela que fonctionnent les cabinets de lobbying à l'anglo-saxonne, où l'on a un va-et-vient permanent : les administrateurs deviennent lobbyistes, puis redeviennent administrateurs, etc. Ensuite, il y a les actions concrètes.

« Le jeune logisticien ou le médecin qui part pour une action humanitaire, au Rwanda pendant le génocide, en Bosnie, ou au Soudan va être un témoin de premier ordre » explique Marilyn Notari. *« Son témoignage peut être relayé de plusieurs façons : par la campagne de communication sur Milosevic, sur le Rwanda, etc., que fera Médecins du monde, avec plus ou moins de succès ; mais, surtout, par lui-même. Ce médecin va revenir dans sa famille, dans son cabinet, dans son hôpital avec son indignation, avec son vécu, avec une histoire qui, souvent, va changer sa vie. Il est important qu'il puisse en faire quelque chose une fois rentré. Il est important que ce médecin ou ce logisticien qui rentre de mission puisse trouver en France des lieux de mobilisation, des forces de proposition. Notre légitimité provient de dons privés, on nous fait ces dons pour aller soigner, mais il est important que certaines associations disent ce que nous ne pouvons pas dire. »*

Or, remarque François-Xavier Verschave, beaucoup de ceux qui ont eu une telle expérience, que ce soit dans l'aide d'urgence ou dans la coopération, beaucoup de Français qui ont investi une part de leur vie dans un

temps fort de solidarité ont, au bout d'un certain temps, presque honte d'en parler. Beaucoup nient cette expérience, soit parce qu'ils ont l'impression d'un échec, soit parce que personne ne veut les entendre.

Gus Massiah souligne au contraire qu'il rencontre beaucoup de gens qui ont travaillé en coopération et en parlent toujours avec plaisir, et aussi avec autocritique. « *Mais, évidemment, ils ne peuvent pas venir en parler dans un endroit où l'on ne fait que dénoncer la politique française de coopération, parce qu'ils sont complètement décalés. Par contre, en province, dans un groupe du CCFD⁶, de la CIMADE⁷, dans des associations locales, les gens en parlent, on fait même venir des gens pour qu'ils racontent leur expérience. C'est un problème de capacité d'écoute.* »

Pour Survie, aujourd'hui, il s'agit d'inventer l'appel au sursaut de cette humanité que les citoyens gardent probablement en eux. C'est très difficile, mais Survie a peut-être oublié qu'elle était d'abord un mouvement politique, qui doit donc prioritairement travailler sa communication.

« *Repartons des ressorts de la citoyenneté : Liberté, Égalité, Fraternité* » propose François-Xavier Verschave. « *Est-ce qu'on peut « vendre » de la fraternité? La France se vante toujours d'être universelle. On ne peut pas mouvoir des Français sans chatouiller cette ambition. Or, à travers la fraternité, ils détiennent un levier d'universalité qu'ils ont totalement négligé. Cela reste pour nous un défi d'imagination et de méthode.* »

Le fondement même de l'action de Survie, c'est la conviction que l'on ne peut pas s'en remettre à l'État pour faire de la politique. Cela dans un pays où le tempérament du citoyen tend justement à laisser ce souci à l'État... « *Personnellement, non seulement je suis très attachée au service public, mais je suis très étatiste* », explique Sharon Courtoux. « *Pour autant, je suis convaincue que ce que l'État doit faire, nous citoyens, nous devons nous organiser pour l'imposer [...] Dans un pays comme la France avec un État fort — pour peu qu'il en existe encore de nos jours, dans la mesure où le pouvoir économique et financier supplante de plus en plus la politique —, on dispose de leviers de décision politique. La question est de savoir si les citoyens d'aujourd'hui ont envie de consacrer un peu de leur temps à bouger ces leviers.* »

Le terme de « citoyenneté » est aujourd'hui utilisé par tout le monde. Mais, estime François-Xavier Verschave, « *si on se met à dire : « Ce dont on crève dans notre République, c'est qu'on a laissé en friche la fraternité », et qu'on en décline toutes les dimensions — la fraternité de proximité, comme la fraternité lointaine —, on peut donner à des gens l'envie de se réveiller...* »

« *Au lieu de parler de fraternité, on pourrait parler de citoyens fraternels : il me semble que le mot de fraternité est lui aussi très usé* », conclut Gin Samuel.

6. CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement.

7. CIMADE : Comité inter-mouvement auprès des évacués.

3. FONCTIONNEMENT ET DYSFONCTIONNEMENTS DE LA DÉMOCRATIE EN FRANCE

Pour les animateurs de Survie, la société française n'a pas envie de se doter de contre-pouvoirs. Les pouvoirs publics n'ont pas envie d'accorder des moyens à des contre-pouvoirs, et la société elle-même n'a pas envie de les susciter durablement. La tragédie du Rwanda a servi de révélateur. « *Il y a un trop-plein de gens qui viennent nous parler de Kigali* », affirme Sharon Courtoux. « *A la limite, ça m'est facile de faire des consultations sur le Rwanda, tout le monde accourt. Mais quand j'essaye de savoir ce qui se passe au Trésor, à la Caisse française de développement, au ministère de la Coopération, etc., il me faut une semaine d'efforts rien que pour essayer d'avoir un rendez-vous.* »

L'ANÉMIE DU PARLEMENT

« *On s'est rendu compte que, sur une horreur de même nature que celle d'Auschwitz, le Parlement n'avait rien à dire, qu'il s'est complètement couché. Dès lors, on s'est dit : " S'ils ne parlent pas d'un tel sujet, de quoi parleront-ils ? "* » regrettent les animateurs de Survie. Pourtant, Survie n'a pas facilement désespéré du Parlement. Longtemps, elle a cherché à bâtir un projet avec la classe politique, en liaison avec des journalistes, des experts, etc. Elle a essayé de négocier ce qui pouvait être négocié mais n'a pas rencontré beaucoup de courage chez les parlementaires. Ils disaient à Survie : « *Créez des conditions nous permettant de tenter de nous mettre à découvert, sans payer le prix. On ne va quand même pas mettre notre nez dans un truc qui pue, qui ne nous rapportera pas une seule voix dans notre circonscription, sans que vous ayez déblayé le terrain, créé le contexte favorable.* » D'autres, entre quatre yeux, avouaient : « *Nous savons que notre parti est mouillé jusqu'au cou. Mais je ne veux pas en savoir davantage, sinon je vais avoir des ennuis avec ma formation politique, on va me dire de ne pas m'occuper de ça, etc.* » Des députés socialistes battus en 1993 ont reconnu : « *Nous regrettons de ne pas avoir été*

plus courageux lorsque nous étions à l'Assemblée. » Mais c'est tout. Survie a beaucoup et longuement travaillé avec ces élus. Leur attitude a provoqué une grande déception.

Et puis Survie a découvert un cynisme dont elle ne soupçonnait pas encore l'ampleur. « *On a cru qu'en obtenant un rendez-vous à l'Élysée, on pourrait obtenir une intervention humanitaire au Soudan* », se souvient François-Xavier Verschave. « *On a obtenu ce rendez-vous, et puis on a appris l'implication de la France auprès du régime de Khartoum, ainsi que le rôle du fils Mitterrand dans cette affaire. A l'époque, c'est vrai, nous avons une analyse encore assez superficielle des relations franco-africaines.* »

Le courage réformateur des milieux politiques reste très limité s'ils ne sentent pas que la presse s'intéresse au sujet en question. Ils l'avouent parfois : « *Aidez nous à être courageux* », autrement dit, « *s'il y a beaucoup de journalistes, alors on aura du courage.* »

D'autre part, il n'y a guère de fondations en France. La législation est dissuasive, et l'État impose son regard. En Suisse, aux États-Unis, il y a de grosses fondations totalement indépendantes. L'absence de tels appuis en France débilite les contre-pouvoirs civiques.

Roland-Pierre Paringaux, journaliste au *Monde*, souligne également qu'il n'y a pas en France de vrai relais, de puissance non officielle en matière de droits de l'homme sur laquelle il serait possible de prendre appui. Alors que les Néerlandais ont deux ou trois fondations des droits de l'homme, discrètes mais très efficaces. Elles permettent l'envoi de missions, font tout un travail d'archivage, de pédagogie extraordinaire. De telles fondations en France seraient un appui décisif pour des associations comme Survie. Or la Fondation de l'Arche a été un gâchis. Il n'y a pas eu de vrai programme. François Mitterrand a voulu mettre Claude Cheysson à sa tête : « *C'est comme à la Croix Rouge, on met un ancien diplomate, et puis on ne peut rien faire* », commente Roland-Pierre Paringaux.

LA CRISE DU QUATRIÈME POUVOIR

Survie a rencontré Roland-Pierre Paringaux en 1988, à la suite d'un reportage qu'il avait publié sur le Soudan. Cet article avait eu, comme souvent, un écho assez bref mais assez fort, en tout cas dans la presse. On était en effet en présence d'une situation dramatique typique, très « médiatique », au sens le plus mauvais du terme : des femmes et des enfants qui meurent, des charniers, etc. Il y a donc eu, comme malheureusement dans d'autres situations analogues en Afrique, une attention très dramatisée. Cela a été de courte durée.

Dans ce genre de situations dites de « drame humanitaire » (Somalie, Rwanda, etc.), les médias se contentent de décrire une détresse affreuse,

sans aucune explication à caractère politique — sans préciser les causes du mal. On rend compte d'une série de fatalités successives.

Roland-Pierre Paringaux pense qu'il travaille dans un journal, *Le Monde*, qui permet d'aborder à la fois le drame et ses racines profondes, c'est-à-dire le plus souvent le sous-développement au sens large. Mais peu de journalistes peuvent le faire. D'abord parce que cela demande une certaine connaissance, une certaine pratique de ces problèmes. Ensuite, parce qu'ils n'ont pas la place, qu'ils sont dans une réaction de couverture événementielle et concurrentielle immédiate, directe. Par ailleurs, peu de journalistes ont envie de se mouiller sur les relations franco-africaines. Parce qu'on entre dans la complexité, dans la politique, dans quelque chose qui suppose une connaissance du contexte.

La presse réagit de manière à la fois très irrationnelle et très conformiste, ce qui rend difficile pour Survie une approche, une stratégie clairement définies. « *Pendant des mois, par exemple, on a eu les boat-people sous les yeux* », se souvient Roland-Pierre Paringaux. « *Pendant des mois, j'ai couru sur les plages de Thaïlande et de Malaisie avec le correspondant du New York Times. On a écrit des choses terribles. Pendant des mois, il ne s'est rien passé. Et puis, un jour, ce fut le déferlement.* »

Une fantastique machine se met alors en branle, fait plus ou moins de mousse, informe plus ou moins bien les gens, et puis ensuite se retire. C'est comme si on enlevait les sunlights : le problème retourne dans l'ombre. A moins que l'Occident n'accueille des réfugiés parce qu'ils ont certaines particularités.

On pourrait penser qu'on ne veut pas d'images « dérangeantes » dans certaines télévisions assez peu progressistes, pour ne pas culpabiliser l'Occident. « *Ce n'est même pas ça!* », estime Roland-Pierre Paringaux. « *On a bureaucratisé l'émotion, l'initiative, l'indignation. On « roupille » pendant des semaines devant les images, puis tout à coup on va redonner un peu d'Éthiopie et de Rwanda parce qu'on n'a rien d'autre dans les soutes. Cela devient le « marronnier » de l'été, le sujet bateau, parce que la concurrence le donne.* »

Pour Survie, le problème n'est pas de changer le mode de fonctionnement des médias. Il est d'établir une relation entre une militance qui, elle, n'oublie pas, les médias qui amplifient, et les institutions qui peuvent à un moment donné se saisir de l'émotion pour changer quelque chose.

Or Survie pourrait ainsi utiliser davantage la communication, pour le plus grand bien de sa stratégie : fournir aux journalistes des documents présentés de manière plus attirante et plus facile — car ils sont un peu paresseux lorsqu'il s'agit de parler de problèmes lointains —, leur offrir des sujets clé en main.

A Biarritz, fin 1994, Survie et d'autres ONG ont tenu un contre-sommet à trois cents mètres du sommet officiel franco-africain. C'était

commode pour les journalistes, ils sont venus nombreux. Ils étaient intéressés. Certes, la couverture dans la presse a été très décevante, mais Survie est ensuite restée en contact avec certains journalistes. Beaucoup se plaignent de ne pouvoir obtenir de leurs rédactions la possibilité de mener de longues enquêtes sur le terrain.

« C'est vrai que, à l'occasion de ce genre de grandes réunions, où tout est là en un lieu, en un jour, vous pouvez faire un maximum de travail avec une bonne préparation, une bonne communication, des symboles forts : tout le monde est déjà mobilisé », confirme Roland-Pierre Paringaux. « Sur un événement comme Biarritz, les journalistes ont une occasion d'avoir rapidement une masse d'informations. On peut leur présenter quelques résumés sur un certain nombre de pays, des éléments essentiels, qu'ils pourront confronter en questionnant un chef d'État ou son entourage. Ils pourront donc faire un sujet sans trop se compliquer la vie. On trouve dans un tel cas de figure ce qui est aujourd'hui au cœur de toute la communication : la création, l'existence d'événements auxquels on peut s'accrocher. Pour le pouvoir, le sommet franco-africain représente déjà un gros exercice de communication. A Survie de se greffer dessus et de faire comme au judo : on prend la masse de l'autre pour le déséquilibrer. »

La manière d'approcher les médias a évolué : on peut difficilement, aujourd'hui, faire appel à la confiance, aux sentiments, à l'humanisme des gens qui en sont les responsables. Ce sont des opérateurs, et ils sont très « professionnels ». Leurs critères sont plus techniques. Si par contre on leur offre un sujet incontournable, par exemple une manifestation inattendue à l'occasion de la visite d'un chef d'État africain, cela pourrait s'imposer à l'heure du choix des images — ils pourraient même, à la limite, aller contre leurs propres tendances ou celles de leurs patrons... Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions. On observe quand même depuis des années un désintérêt grandissant pour les problèmes des pays du Sud.

Aux États-Unis, le « journalisme civique » commence à s'affirmer fortement. Des professionnels du journalisme, en nombre croissant, estiment avoir un rôle dans le fonctionnement de la société, et devoir le jouer. Cette réaction est aux antipodes de l'espèce de neutralisme généralisé que l'on observe ici. Est-ce qu'un mouvement de ce genre est susceptible d'apparaître en France ? L'envahissement de la « communication » fait l'objet de dénonciations multiples. Certaines opérations de télévision douteuses dégradent l'image des professionnels ou des chaînes qui les commettent. Un certain nombre de journalistes sont mal à l'aise, se sentent atteints dans leur intégrité. Peuvent-ils aller jusqu'à avoir envie d'exercer un rôle civique ? Roland-Pierre Paringaux estime qu'il faut l'espérer. *« Edwy Plenel, au Monde, tient un discours sur le « journaliste citoyen » : dans tous les cas de figure où s'exerce le travail du journaliste, son approche doit être d'abord celle du citoyen. »*

Mais il est très difficile de comparer le fonctionnement des journaux anglo-saxon et français. Leurs histoires sont très différentes. Il y a toujours eu aux États-Unis, même dans les périodes les plus réactionnaires, de grandes associations, de grands journaux et, depuis quelques années, une grande chaîne de télévision indépendante pour traiter le type de sujets dont nous parlons. Cette chaîne consacre du *prime time* à des sujets qui ne passeraient jamais en France, du moins à cette heure-là, jamais en série, jamais avec le ton critique qu'ils y mettent. Dans ce domaine-là comme dans d'autres, les Anglo-Saxons ont toujours été plus aptes à se mobiliser. Malheureusement, non seulement nous n'avons pas l'équivalent en France, mais on a l'impression qu'une concentration de plus en plus grande dans quelques groupes de presse accentue l'effet d'éteignoir.

Survie ne peut-elle pas encourager les journalistes à reprendre confiance en eux-mêmes, à investir dans une certaine qualité ?

« *A quelques exceptions près, explique Sharon Courtoux, on rencontre une grande ignorance dans les journaux et une volonté de rester dans l'ignorance. On a l'impression d'une collusion entre la raison d'État et la ligne éditoriale de la plupart des médias.* »

« *Ce n'est pas nécessairement de la collusion* », répond Roland-Pierre Paringaux. « *Plutôt une grande désaffection, une grande paresse. De plus en plus, les journalistes fonctionnent dans un circuit quasi fermé. De plus en plus, les médias se regardent eux-mêmes ou créent eux-mêmes des informations en boucle.* » On n'apporte pas au citoyen tous les éléments de compréhension d'un problème, pour qu'il puisse décider s'il veut agir. On essaie de meubler le temps et de donner aux gens une image conforme, plutôt rassurante et agréable de tel ou tel problème. C'est très difficile pour des associations comme Survie de combattre cette confiture. Aujourd'hui, c'est l'image qui est importante pour ce genre de grands sujets. Il y a des reportages intéressants à faire pour contribuer à reconstruire l'image même de l'Afrique dans l'imaginaire des Français, pour montrer une autre réalité. Comme l'a fait récemment Arte en montrant des femmes africaines debout, battantes. Des tas de choses intéressantes pourraient faire l'objet périodiquement d'émissions de télévision. Mais l'accueil demeure peu encourageant.

Selon François-Xavier Verschave, il faut distinguer l'information hors événement, où l'on veut cultiver sur la durée une sensibilité sur un sujet, et les manifestations qui visent à susciter des décisions politiques. Le premier cas n'est pas désespéré : il s'agit d'amener certains supports médiatiques à offrir des reportages ou documentaires de qualité. La médiocrité n'est pas fatale, car les modes changent. S'il s'agit par contre d'influer sur les décisions politiques, c'est moins une information de type documentaire qui est nécessaire que l'accès au journal télévisé ou aux

grands quotidiens. A ce moment-là, les opérations de type commando, telles que celles qu'a su parfaitement organiser le DAL, peuvent faire événement et imposer un sujet.

Les invités africains insistent quant à eux sur la dérive des médias et soulignent que, aujourd'hui, l'humanitaire est en train de remplacer les intellectuels ou les Églises dans un certain nombre de rôles. Quand les journalistes interviewent quelqu'un sur un drame qui se passe en Afrique, ils font appel à Médecins sans frontières ou à Médecins du monde, on demande une infirmière et non plus un curé. Les humanitaires tiennent désormais un rôle médiatique considérable, avec énormément de contradictions.

Les médias ne sont pas en principe au service de la politique effective de la France, en contradiction avec les objectifs affichés. Et pourtant, on a l'impression qu'ils ont pour seule préoccupation de justifier la mission de la France en Afrique et la politique qu'elle y mène — en occultant évidemment la contradiction entre le discours et la pratique. D'où l'importance de lutter contre l'instrumentalisation des médias dans la désinformation sur l'Afrique.

« Nous avons l'habitude d'être désinformés. Par exemple, s'agissant du Burundi et du Rwanda, les médias, audiovisuels ou écrits, s'en tiennent indéfiniment à la bipolarisation hutu-tutsi. A tel point qu'on a fini par oublier qu'il se fait aussi un peu de politique dans ces pays-là. Alors disposer d'une information venant d'autres canaux, qui montre que cette polarisation est biaisée, et qui restitue les situations réelles — pas seulement au Rwanda et au Burundi, mais aussi dans le reste de l'Afrique —, peut renforcer la crédibilité d'organisations comme Survie. Le public français disposerait d'autre chose que de ce qui découle de l'ethnologie classique de l'époque coloniale. Au lieu d'aider les Burundais et les Rwandais à construire une démocratie pluraliste qui dépasse les clivages ethniques, certains médias étrangers ont fini par considérer, dans le cas du Rwanda et du Burundi, qu'un Hutu et un Tutsi ne peuvent pas et ne doivent pas adhérer au même projet politique. C'est choquant et méprisant pour les Africains que de vouloir les confiner dans le schéma ethnique. »

4. LE DÉCALAGE ENTRE L'IMPORTANCE DE L'ENJEU NORD-SUD ET SA RELÉGATION DANS L'AGENDA POLITIQUE

« Si l'on considère tout ce que Survie a pu écrire et tout ce qu'Agir ici a pu faire sur le Rwanda, et qu'on le met en regard avec la stratégie actuelle du gouvernement français (la « réconciliation », par la mise en selle d'une « troisième voie »), on se dit qu'on n'a pas encore réussi à perturber vraiment la logique politique de notre État », constate Jean-Marie Fardeau. Toutes les associations qui se sont mobilisées sur ce sujet doivent se remettre en cause collectivement, reconnaître que, si certaines actions ont porté, d'autres ont eu peu d'effet.

En fait, les gouvernements occidentaux mobilisent l'opinion publique quand ils y ont un intérêt. Ce fut le cas de la Somalie : la mobilisation a été l'initiative des gouvernements français et américain. Au Soudan, en 1988, Bernard Kouchner et sœur Emmanuelle étaient présents du côté français. On en a parlé pendant 48 heures... puis tout est retombé, parce que rien n'a suivi — à part sans doute quelques gestes du secrétaire d'État à l'Action humanitaire, l'envoi de céréales ou bien la réaction de quelques associations comme Survie. Mais cela ne fait ni une politique ni une stratégie à long terme pour traiter le problème. Au mieux, on observe une intervention sur une longue durée, comme en Somalie, avec une organisation assez statique à laquelle participent un certain nombre d'ONG françaises comme Médecins sans frontières, AICF⁸, etc. qui assurent le quotidien de l'alimentaire et du sanitaire, et puis pas grand-chose.

« On peut dire : “ Tout ça, c'est un peu comme la météo, on n'y peut rien ” », constate Francois-Xavier Verschave. « Pourtant — prenons l'exemple des États-Unis récemment en Bosnie —, il y a des moments où certains pouvoirs qui ont les moyens de la durée (pas comme les journaux qui passent d'un sujet à l'autre) sont capables de se saisir d'un événement émouvant pour mettre en place un changement politique. Cela provient souvent de ce que des gens de notre espèce ont fait de la résistance, ont

8. AICF : Action internationale contre la faim.

poussé à la prise de conscience un certain nombre de décideurs. Si par exemple Xavier Emmanuelli a annoncé que la France renonçait à fabriquer des mines anti personnelles, c'est parce que Handicap international, envers et contre tout, au-delà des campagnes ponctuelles et sentimentales qui peuvent être menées par tel ou tel média, a porté le sujet, se saisissant de tous les « accidents climatiques » pour le remettre d'actualité. »

La question du langage, de la communication est primordiale. En envisageant de susciter un « espace politique nord-sud », Survie souligne qu'à l'évidence aucun des problèmes majeurs de notre société ne se résoudra en négligeant sa dimension planétaire et le point de vue des pays du Sud, avec lesquels il faudra bien que nous engagions des négociations. Pour tous ceux qui réfléchissent, c'est une évidence, mais il y a une distance considérable entre l'évidence et le partage de l'évidence. Il y a là une tâche importante, à laquelle Survie doit contribuer.

Survie s'est appuyée au départ sur un certain nombre de Prix Nobel — ce qui désigne de toute évidence un fort côté anglo-saxon. Ne devrait-elle pas alors chercher à s'appuyer davantage sur des organisations comme Africa Watch pour des opérations médiatiques, s'interroge Roland-Pierre Paringaux ? On observe dans un certain nombre d'organes de presse anglo-saxons — du type *Time*, *Newsweek*, etc. — un intérêt plus fort qu'avant, et plus régulier, pour les sujets africains et français.

Les analyses de Survie ont d'ailleurs un bon écho dans un certain nombre de grands médias étrangers, probablement meilleur qu'en France. A terme, cela va jouer sur l'image de la politique française que vont se constituer les représentations diplomatiques étrangères, et miner cette assurance de nos hommes politiques, selon laquelle la France ferait la meilleure politique africaine du monde. Jacques Godfrain osait encore déclarer récemment que nous avons des spécialistes de politique africaine « que le monde entier nous envie ». Tout ce discours est en train de sombrer à la cote des « valeurs » sur les places étrangères.

5. LA DÉCOLONISATION RESTE LARGEMENT A OPÉRER

LES SÉQUELLES POLITIQUES ET PSYCHOLOGIQUES DE LA COLONISATION

Nous sommes partie prenante d'un pays qui a eu des responsabilités coloniales, qui a actuellement des relations avec l'Afrique dont la qualité, c'est le moins qu'on puisse dire, est plutôt médiocre. Dans la mesure où l'on ne désespère pas de l'humanité, il importe de bâtir l'avenir : comment ceux qui, en France, relativement nombreux, n'ont pas que des visées d'exploitation ou de rapports injustes avec l'Afrique, peuvent-ils agir sur leur propre gouvernement ? Que peuvent-ils faire qui favorise les démarches des peuples africains ? En quoi les militants français et africains ont-ils des intérêts communs ?

Selon Jacques Mutombo-Cartier, la France, pour des raisons diverses, a participé à plusieurs actions qui ont été en général désapprouvées par les Africains. Dans une certaine mesure, ces actions n'étaient pas comprises par le peuple français, mais étaient engagées par des décideurs français qui ne voyaient que leurs intérêts. Comment trouver les moyens d'expliquer, dans un langage occidental, le bien-fondé ou les dégâts provoqués par les actions menées par le gouvernement français dans les pays africains ?

Ima Mukakimanuka estime que les Africains ont leur part de responsabilité : chacun parle de son pays dans son coin. Survie leur fournit l'occasion de communiquer, ce qu'elle estime formidable.

« *A Paris, nous continuons à fonctionner dans nos frontières coloniales. Si Survie nous donnait l'occasion de briser ces frontières dans nos têtes, ce ne serait pas mal. J'ai l'impression que cela commence à se faire. La façon dont Survie a confectionné les différents Dossiers noirs a permis déjà à plusieurs d'entre nous de communiquer.* »

L'une des convictions de Survie, c'est la nécessité de la renaissance d'un panafricanisme. Un front commun africain face à un certain nombre de problèmes permettrait sans doute de sortir d'une sorte de statut de minorité. « *Mais, souligne François-Xavier Verschave, il n'y a pas que*

vous qui soyez enfermés dans des frontières coloniales. Dans la tête des gens en France, l'Afrique reste prisonnière de ces mêmes frontières. »

L'objectif est de diviser pour régner, estime Ima Mukakimanuka. Si les Africains ne le comprennent pas, ils n'auront jamais la force nécessaire pour lutter contre les géants qui sont en face d'eux. La France est soutenue dans son action par l'Allemagne, la Belgique, l'Europe et tout le monde occidental. *« Et nous, on nous enferme dans nos petites frontières : c'est le problème togolais, c'est le problème zairois, c'est le problème rwandais... Je me souviens que, au début de la crise du Rwanda, nous étions allés manifester devant le Quai d'Orsay. On était une dizaine... Mon mari, qui est français, demandait aux passants : « Est-ce que vous connaissez le Rwanda ? » Les gens disaient : « Ah oui, c'est en Asie du Sud-Est. » Voilà le résultat du découpage colonial : des petits pays comme le Rwanda, comme le Togo. »*

« Nous, les Rwandais, avec le génocide, nous nous sommes fait une publicité incroyable, sinistre d'accord, mais tous les Français savent maintenant où est le Rwanda. Ce n'était pas le cas avant. Pourtant... Je me souviens qu'un jour, juste au début du génocide, je suis allée chez l'épicier en face de chez moi. J'étais tellement abrutie — cela faisait trois jours que je regardais ça à la télévision —, que je n'arrivais pas à choisir mes commissions. Et puis j'ai fini par dire à la dame : « Excusez-moi, je suis Rwandaise. » Elle m'a dit : « Je comprends. » Je lui réponds : « Non, vous ne comprenez pas. » On a commencé à discuter : « Vous ne savez pas que les Français sont là, et qu'ils ont contribué à tout ce qui se passe. » Elle m'a répondu : « Si, si, on le sait. » J'étais sidérée. J'ai eu l'impression qu'au contraire, beaucoup de Français savent un certain nombre de choses, mais que leur désespoir du politique entraîne une sorte de démission. Il suffit peut-être de réveiller un espoir : voilà des pistes de recherche et d'action. »

« J'ai l'impression que les Africains de Paris fonctionnent comme la diaspora des réfugiés tutsis, qui ont été ignorés pendant des années » poursuit Ima Mukakimanuka. « A force d'être réfugié quelque part, on finit par ne plus oser dire qui l'on est, et ne plus s'affirmer tel qu'on est. Peut-être pouvons-nous nous organiser pour essayer d'aller contacter chacun son compatriote, et lui dire : « Faisons une réunion entre nous, affirmons-nous, unissons nos efforts pour l'Afrique. » Un des mérites que je reconnais au FPR — je ne fais pas de propagande! —, c'est de nous avoir aidé à relever la tête. C'est tellement important. Nous, les Africains de Paris, nous avons besoin aussi, probablement, de nous affirmer. Il y a eu la négritude, les Senghor et les autres, on existait grâce à cela. Il y a eu d'autres périodes, où c'était beaucoup plus difficile. Et nous, on rampe. Je suis Française, mais ça me concerne autant qu'un autre Africain. » Ima Mukakimanuka ajoute que les Africains devraient s'appuyer davantage sur

l'Afrique du Sud, qui a en ce moment une audience extraordinaire et l'expérience de la lutte. *« Et puis, cessons de penser en francophones et en anglophones. »*

La grande majorité des régimes africains sont des régimes totalitaires, qui répriment ceux qui les critiquent ou s'opposent à eux, rappelle Huda Abdalraouf. Cela explique l'hésitation des Africains résidant en France à participer à des actions qui concernent leur pays. C'est plus facile pour un Soudanais de participer à une manifestation sur le Rwanda ou le Togo que sur le Soudan. *« On a quelque part peur : si on retourne au pays, on va être exposé à la torture. Je crois que l'idée de se réunir et s'organiser entre Africains est très importante. »*

Selon Jacques Mutombo-Cartier, l'Afrique manque d'informations élaborées sur place. C'est par des supports européens que les gens apprennent des choses qui se passent à côté de chez eux.

Les partis politiques demeurent indispensables, mais il ne faut pas manquer de leur faire des reproches quand ils font fausse route, les mettre en garde contre un mode d'expression trop national, des discours trop « provinciaux », trop limités. *« Vos connaissances et vos contacts peuvent contribuer à nous réveiller, vous pouvez attirer notre attention sur la nécessité pour l'Afrique, face au processus de mondialisation, de ne pas rester à l'écart des perspectives de regroupement »,* poursuit Jacques Mutombo-Cartier. *« L'Afrique reste toujours ce petit village, alors que les autres décident dans une perspective globale. Nous devons sortir de cette situation, ce qui suppose de multiplier les contacts. Grâce à Survie, nous en avons aujourd'hui. Il faudra approfondir nos relations. »*

QUE PEUT FAIRE SURVIE ?

En quoi Survie peut-elle contribuer à dégager les obstacles qui empêchent les Africains de faire leur propre politique ? Sans doute les amis africains de Survie doivent-ils l'aider à montrer qu'il y a en Afrique une pensée politique, ou plutôt des pensées politiques. Qu'il y a en Afrique des politologues remarquables, qu'il faudra associer davantage au travail de Survie. Survie ne doit pas et ne peut pas se mêler de politique africaine. Elle a par contre un rôle d'influence et de dissuasion par rapport à la politique française en Afrique.

Pour Huda Abdalraouf, l'action menée en 1990 avec Survie contre la famine au Soudan « a débordé vers une ingérence ». Ima Mukakimanuka estime que c'est inévitable : *« On ne peut pas isoler les problèmes économiques qui se posent chez nous des politiques de long terme qui sont menées dans nos pays. Ce n'est pas par hasard s'il y a eu de la famine au Soudan ou en Somalie : il y a des raisons, qui sont politiques. Donc, si on*

veut lutter contre la famine d'une façon efficace, on ne peut pas faire l'économie du politique. De même, moi qui lutte pour les droits de l'homme, je ne peux pas faire l'impasse sur le politique : les causes des violations des droits de l'homme sont politiques. On prétend que les causes des famines sont économiques : mais la pire des politiques en Afrique, c'est la politique économique. »

Jacques Mutombo-Cartier explique que des organisations zaïroises ont envoyé une délégation au centre Carter, aux États-Unis, pour demander des explications sur le droit que celui-ci s'est arrogé de négocier avec Mobutu l'avenir politique du Zaïre et l'organisation des élections : *« Carter est allé rencontrer Mobutu à Faro au Portugal. Ils ont fait un programme, ils ont décidé des commissions à mettre en place, avec tant de membres de tel parti, etc. Tout cela sans consulter l'opposition, alors que le fonctionnement politique actuel du Zaïre est bipolaire : opposition et mouvance présidentielle. Au lieu de traiter avec les deux mouvances, Carter s'est contenté de Mobutu, sous l'influence des lobbies américains qui ont des intérêts au Zaïre. Nous attendons une réponse de Carter à notre demande. »*

Les divisions de l'opposition dans nombre de pays africains facilitent ces manipulations. C'est un écueil terrible. Mais c'est aussi un prétexte. Au Zaïre, par exemple, il y avait un leader de l'opposition largement reconnu. *« Là, comme au Togo, ou comme au Rwanda avec Habyarimana, les partisans du statu quo s'emploient à diviser. De même, en Angola, Savimbi a été monté de toutes pièces. Il faudra bien un jour que nos interlocuteurs occidentaux tiennent compte de ceux qui représentent quelque chose »,* rappelle Ima Mukakimanuka.

Le problème, c'est que ceux-là ne sont pas « contrôlables », conclut François-Xavier Verschave. *« Ici, on considère qu'il n'y a d'homme politique valable en Afrique que celui que l'on peut acheter... »*

PROJET DE CHARTE POUR SURVIE

Ce qui nous anime :

Citoyens de France, et du monde, nous faisons nôtres les valeurs républicaines dont nous avons hérité : liberté, égalité, fraternité. Nous croyons que notre pays, lorsqu'il est fidèle à ces valeurs, peut apporter une contribution positive à la construction d'une société plus juste et plus humaine — depuis le niveau de proximité le plus élémentaire jusqu'à l'échelle universelle. Nous refusons en tout cas que, trahissant ces valeurs, il s'installe dans un rôle nocif.

Nous référant depuis 1981 au Manifeste-appel de 126 Prix Nobel contre la faim et pour le développement, notre engagement a une dimension collective, donc politique. Ce terme, si souvent dévalué, désigne pourtant l'art, le discours et la pratique du vivre ensemble. Il suffit d'ouvrir les yeux : l'alternative, c'est la barbarie, le crime contre l'humanité. Notre adhésion à l'association *Survie* est donc civique et politique : refuser d'abord l'inhumanité et l'extrême misère, ici et ailleurs ; appuyer l'émergence de toute forme d'organisation, petite ou grande, qui tisse des solidarités renouvelées entre les personnes et collectivités humaines, proches ou éloignées — spécialement lorsqu'elles sont menacées.

Notre action — tantôt d'incitation, tantôt de résistance — s'inspire notamment des grands mouvements d'interpellation non-violente. Elle trouve son ressort dans nos valeurs :

- celles que chacun d'entre nous tient de sa propre histoire, dans la diversité des traditions qui composent la société française ;
- celle que nous tenons de notre histoire commune, mais restée partiellement en friche : la fraternité, sans laquelle la liberté et l'égalité se dessèchent.

Un nouvel élan de fraternisation peut nous amener à reconquérir une solidarité qui s'effiloche, agressée par les crises économique, politique et éthique. Il peut élargir nos préoccupations politiques à l'échelle de la planète : nous ne remédierons pas à nos propres difficultés, nos fractures et nos repliements en laissant une part importante de l'humanité enfermée dans le déni de justice, ou en refusant de prendre en compte les causes profondes de la crise que nous traversons, dans leur dimension universelle et historique.

.../...

L'injustice, en particulier dans les rapports nord-sud, a des racines historiques. S'il a répudié l'esclavage, l'universalisme de la République française s'est perverti dans l'aventure coloniale et ses prolongations néo-coloniales. Certes, la France tend aujourd'hui à privilégier son insertion dans l'Europe. Mais la longue histoire ambivalente de ses relations avec l'Afrique la conduit à assumer, dans cette Europe, des responsabilités envers le Sud : en tant que carrefour de la francophonie ; en tant que creuset, sur son propre sol, de communautés et cultures originaires du Maghreb et de l'Afrique noire. C'est une contrainte, mais aussi une chance de résister aux tentations d'un euro-centrisme politique, culturel, voire ethnique. Seule une ouverture radicale des mentalités à la créativité et aux valeurs africaines permettra de saisir cette chance. L'école et les médias joueront à cet égard un rôle décisif.

On ne peut plus prétendre aujourd'hui que le progrès procède d'une conquête territoriale, religieuse ou idéologique. Le reconnaître nous rend libres de cultiver des relations de partage : l'échange équitable, la fécondation des idées et la rencontre des cultures. Nous n'oublions pas que, du plus profond des âges, la population française résulte d'un métissage, ni que le consensus républicain est un accord de paix régulant d'anciens et très vifs conflits religieux et idéologiques, qui à certaines époques ont dégénéré. C'est cette tolérance conquise, ou plutôt cette convivance plurielle, qui fait que, parfois, l'on a pu reconnaître les apports de la culture politique française.

Ce que nous faisons :

Nous inspirant du meilleur de cette culture, sans complaisance pour ses égarements, nous assignons à notre mouvement civique trois objectifs spécifiques :

- engager notre pays dans un combat efficace contre les mécanismes qui condamnent plus d'un milliard d'êtres humains à des conditions de vie inhumaines, faisant périr quotidiennement plusieurs dizaines de milliers d'enfants ; nous voulons que l'effort d'aide publique au développement de la France atteigne ses objectifs, selon des circuits contrôlés et des méthodes éprouvées ;

- obtenir que la politique africaine menée en notre nom, complètement égarée dans les travers néo-coloniaux — avec en certains pays, comme le Rwanda, des incidences tragiques —, prenne acte de la volonté des peuples africains d'assumer leur destin ; qu'elle cesse de mépriser leur indépendance et leurs intérêts

.../...

légitimes, pour entrer dans une démarche contractuelle visant à l'équité, respectant la dignité des uns et des autres. Cela suppose d'engager, sur cette politique, un débat public qui la fasse sortir du « domaine réservé » élyséen, sans garde-fou ; d'instituer des contre-pouvoirs ; de considérer la dimension internationale des valeurs républicaines comme un enjeu éducatif majeur.

– combattre le risque de banalisation du génocide et des crimes contre l'humanité, rendu plus actuel par l'affaissement des réactions internationales, la faiblesse des instruments de prévention et de sanction, le regain des mouvements révisionnistes.

En adhérant à *Survie*, nous rejoignons une « conjuration » publique contre les perversions qui, en des domaines que nous estimons vitaux, attentent aux valeurs républicaines. Nous suscitons un contre-pouvoir visant des objectifs de bien public, par des moyens publics. Nous tissons une complicité, non pour un travail de l'ombre, mais pour agir en plein jour contre l'égoïsme, la haine ou le cynisme : nous refusons de les laisser ternir durablement l'image de notre pays.

Nous nous engageons en particulier à interpeller les élus de la République, pour qu'ils se montrent dignes de leur mandat de vigilance et de prospective. Nous voulons encourager les citoyens à se montrer responsables des conquêtes démocratiques, les journalistes à honorer la liberté d'expression, les experts et intellectuels à exercer leur liberté de pensée... Nous souhaitons partager cette intuition de *Survie* : à côtoyer l'inhumanité, la démocratie peut s'user très vite si l'on ne s'en sert pas.